« À quand la fin et que faudra t-il faire pour que cela cesse ? »

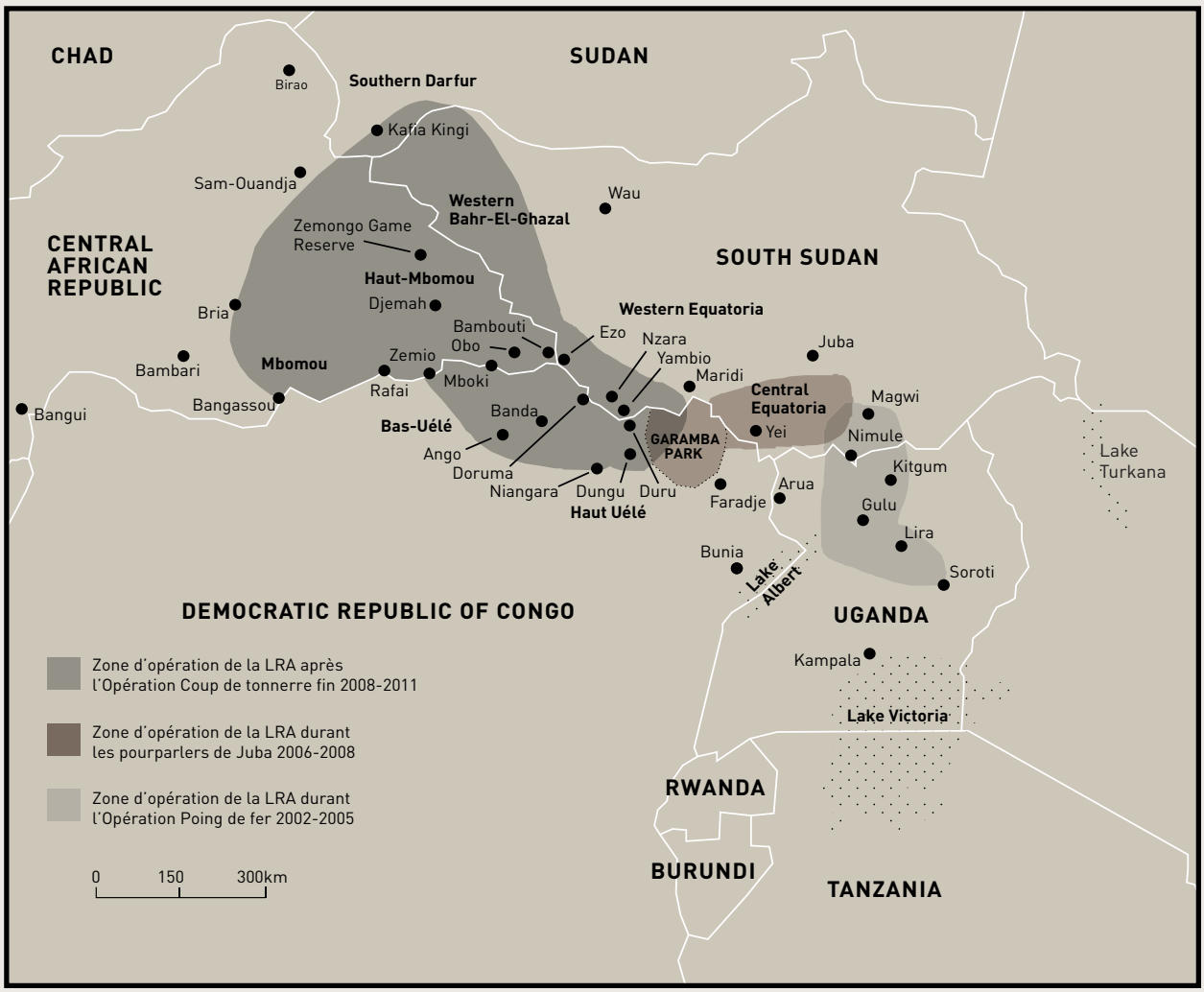
Points de vue des populations concernant les mesures à prendre pour mettre fin au conflit avec l'Armée de résistance du Seigneur

Novembre 2011

CONCILIATION RESOURCES
working together for peace

« Toutes les armées du monde sont ici, alors pourquoi Kony n'est-il pas encore mort et le conflit pas encore terminé ? À quand la fin et que faudra t-il faire pour que cela cesse? »

Chef de la société civile, République démocratique du Congo



© Conciliation Resources. Cette carte est fournie seulement à titre indicatif. Les frontières, les noms et autres éléments sont présentés en fonction des pratiques courantes de la région. Conciliation Resources ne prend aucun parti quant à la validité juridique ou politique de cette représentation.

Clause de non-responsabilite

Ce document a été préparé grâce au concours financier de l'Union européenne et de l'Ambassade royale de norvége en Ouganda.

La responsabilité du contenu de ce document incombe exclusivement à *Conciliation Resources* et il ne reflète en aucun cas la position de l'Union européenne ou du gouvernement norvégien.

Remerciements

Conciliation Resources tient à remercier Frank van Acker, qui a dirigé les recherches et contribué à l'analyse présentée dans ce rapport.

NORWEGIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Table des matières

Clause de non-responsabilite 2

1. Résumé 5

Recommandations 7

2. Méthodologie 9

3. Toile de fond du conflit 9

4. La menace qui pèse sur la stabilité régionale 11

L'impact de la terreur 11

Arrière-pays oublié 12

Comprendre la menace et le conflit 13

Des priorités concurrentes 14

Où se trouvent les membres de la LRA ? 15

5. Une protection des civils oubliée et limitée 16

Les armées nationales 16

Les missions des Nations Unies 17

Autodéfense 18

La réponse de l'UA 19

6. La nécessité d'une stratégie complète 20

Politique régionale 20

Des systèmes de conflit entremêlés 21

Retour et réintégration coordonnés 22

7. Que faut-il donc faire ? 25

Une approche complète 25

La société civile 26

Dialogue et prise de contact 27

Bibliographie et références 29

Glossaire 30

Couverture : Cette photo montre une jeune femme, détenue par la LRA pendant trois ans, assise aux côtés de sa sœur dans un camp de Personnes déplacées internes (PDI), un mois après sa fuite. Dungu, RDC, juillet 2011.
© Conciliation Resources/Tom Bradley

Des munitions « artisanales », composées de têtes d'allumettes et de morceaux de métal d'un groupe d'autodéfense. Elles peuvent être dangereuses à la fabrication. C'est ainsi que cet homme a perdu une phalange.
© Conciliation Resources/Tom Bradley

1. Résumé

L'Armée de résistance du Seigneur (LRA – *Lord's Resistance Army*) est née dans le cadre d'une rébellion à l'encontre de l'actuel gouvernement de l'Ouganda. Celui-ci a pris le pouvoir par le biais d'une insurrection armée en 1986. Outre l'Ouganda, le conflit avec la LRA est devenu un problème régional qui touche directement la République démocratique du Congo (RDC), la République centrafricaine (RCA) et le Sud-Soudan.

Ce conflit, qui se déroule dans des zones reculées où l'État est absent, continue d'être synonyme de destruction, d'enlèvements, de déplacement, de traumatisme et de mort pour les civils et des communautés entières. Ce conflit se propage également dans un rayon plus important : il a en effet déplacé des personnes au-delà de la région et a entraîné périodiquement des interventions externes lancées par l'Union africaine (UA), les Nations Unies (NU), la Cour pénale internationale (CPI), les États-Unis (EU) et l'Union européenne (UE), entre autres.

L'analyse, les conclusions et les recommandations présentées ci-dessous sont le résultat de recherches menées entre mars et juillet 2011 dans des zones de l'Ouganda, de l'est de la RDC, du sud-est de la RCA et du Sud-Soudan (plus précisément dans les États de l'Équatoria-Occidental et du Bahr el-Ghazal occidental) touchées par le conflit avec la LRA. Elles reposent également sur les 15 ans d'expérience de *Conciliation Resources* en matière de construction de la paix dans cette région. L'objectif de ces recherches est d'obtenir « le points de vue des populations » en faisant participer les personnes les plus sérieusement touchées à une réflexion sur la dynamique et l'impact du conflit, ainsi que sur les réponses proposées par la communauté internationale. Ces personnes comprennent des représentants des communautés, des dirigeants de la société civile, d'anciens membres de la LRA rentrés chez eux (hommes et femmes), d'anciens combattants, des membres des forces armées et des représentants des autorités locales, nationales et internationales.

Si le conflit avec la LRA ne représente pas une menace directe sur l'autorité des gouvernements nationaux de chacun des États, la terreur et le déplacement causés aux quatre coins d'une zone déjà fragile sur le plan politique et social risquent d'ébranler la stabilité de la région dans son ensemble. Or, pour les gouvernements nationaux, déjà aux prises avec d'autres problèmes intérieurs urgents, la résolution de ce conflit ne figure pas en tête des priorités.

Toutefois, pour les personnes qui vivent dans les zones touchées, la LRA constitue une préoccupation des plus importantes. Ces communautés vivent dans des zones oubliées de l'arrière-pays, des lieux dotés d'infrastructures minimales et de moyens de communication médiocres. Elles y expriment leur désespoir face à un conflit qui semble interminable et leur colère de se sentir « emprisonnées » alors que les membres de la LRA se déplacent à leur guise.

La protection des civils a été délaissée dans le cadre de la poursuite militaire du chef de la LRA, Joseph Kony, et de ses commandants. Tout le monde sait que, lorsque la LRA subit une pression ou une attaque, elle s'en prend à des cibles faciles : les civils sans protection. Ceux qui subissent le poids des représailles violentes de la LRA ne sont donc que trop conscients des risques de la reprise d'une stratégie militaire. D'ailleurs, une majorité écrasante des personnes consultées déclarent souhaiter une solution reposant sur la protection et l'engagement politique.

Les perceptions locales de la LRA varient au sein de la région. En RDC, nombre de personnes craignent que la présence de la LRA ne soit qu'un prétexte permettant à l'Ouganda d'exploiter les ressources naturelles du pays et de maintenir la présence de ses forces sur le territoire de la RDC. L'Ouganda est soupçonné de collusion. Au Sud-Soudan, la LRA est perçue comme un instrument de Khartoum, employé par l'Ouganda pour justifier son soutien à l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) et sa présence au Sud-Soudan depuis 2002. En RCA, la présence de la LRA est considérée comme le débordement d'un autre théâtre de guerre et, au final, comme le problème de l'Ouganda.

Ces perceptions illustrent la complexité des relations au niveau stratégique . Elles reflètent de manière latente l'hostilité de longue date qui existe entre Khartoum et Kampala et qui se poursuit sous la forme du soutien présumé

Un chef coutumier (à gauche) à Dungu, en RDC, montre des photos de personnes attaquées par la LRA.
© Conciliation Resources/Nicolas Tillon

apporté à des forces interposées[1]. Les tensions entre le Sud-Soudan et le Soudan portant sur des zones contestées font peser des menaces d'instabilité ou de conflit et risquent de se généraliser à la région. Par ailleurs, il règne un climat de méfiance entre les gouvernements respectifs de la RDC, de la RCA et de l'Ouganda lié à la présence des forces ougandaises dans la zone touchée, rendant plus difficiles les réponses éventuelles au conflit.

Au vu de la complexité de ce contexte régional, il est impératif de mettre en œuvre une intervention complète et coordonnée, qui donne la priorité à la protection des civils et aborde les multiples dimensions du conflit et ses conséquences. Il convient de se réjouir de la tentative la plus récente de l'UA de structurer une intervention coordonnée sous la forme de l'« initiative de coopération régionale pour l'élimination de la LRA ». Mais certains craignent qu'elle ne soit pas assez large pour parvenir à une paix durable. Elle risque de trop reposer sur des moyens militaires, ces derniers n'étant pas parvenus à protéger les civils et à mettre fin au conflit au cours des 25 dernières années. Cette initiative dépendra surtout des Forces de défense du peuple ougandais (UPDF), dont la crédibilité parmi les populations sur le terrain est ternie par des soupçons de collusion avec la LRA et son échec à protéger les civils jusqu'ici.

On ignore si les plans de l'UA relatifs à un Groupe de travail régional (*Regional Task Force* - RTF) permettront ou non de tuer ou de capturer Joseph Kony. Toutefois, les facteurs et les conséquences du conflit resteront intacts à moins d'une stratégie coordonnée et soutenue permettant de remédier aux facteurs du conflit sur les plans politique, de la sécurité et de la gouvernance et d'atténuer son impact humanitaire et psycho-social. Une stratégie complète devrait également remettre au goût du jour la possibilité d'établir un dialogue avec les dirigeants de la LRA et d'entrer en contact avec son réseau de soutien.

La participation des organisations, acteurs et réseaux de la société civile, jusqu'ici négligée par les interventions internationales, est essentielle. Leurs rôles principaux consistent à mieux appréhender la dynamique locale du conflit, faciliter le retour et la réintégration des personnes enlevées et des combattants et promouvoir la réconciliation, notamment pour les femmes et les jeunes enfants, les principales victimes du conflit. Il est essentiel d'investir dans les capacités de la société civile, dans sa participation à la conception et à la mise en œuvre des programmes, ainsi que dans sa protection, car elles incitent les membres de la LRA à rentrer chez eux et surtout, permettent de garantir la durabilité et la légitimité de l'aide humanitaire au niveau local.

Comme le montre le processus de paix de Juba, les acteurs de la société civile peuvent également aider à préparer le terrain en vue d'un dialogue avec la LRA – dans un premier temps par le biais de contacts informels avec les commandants de niveau intermédiaire – afin de renforcer la confiance et étudier les possibilités et le désir de paix et de créer une base pour une prise de contact plus formelle.

1. La relation entre l'Ouganda et le Soudan et leurs forces interposées sont traitées de façon plus approfondie dans le chapitre 6.

Recommandations

1. **Le conflit avec la LRA nécessite une intervention complète et coordonnée** de l'UA, des gouvernements de la région et d'autres acteurs internationaux, dont l'UE, qui s'attaque aux dimensions multiples du conflit.

- **Un cadre humanitaire, politique, de sécurité et de construction de la paix complet** est requis. Celui-ci doit se concentrer sur les facteurs politiques externes du conflit, donner la priorité à la protection des civils, soutenir le retour et la réintégration, aborder les dimensions du conflit liées à l'aide humanitaire et au développement et favoriser un règlement politique en entrant en contact avec la LRA. Les efforts devraient faire appel aux connaissances, aux mécanismes et aux réseaux locaux.
- L'Envoyé spécial de l'UA pour la question de la LRA devrait se voir confier un mandat complet afin de gérer les **aspects politiques et de gouvernance** d'une stratégie de l'UA relative à la LRA, notamment la prise de contact avec les gouvernements de la région, le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), l'établissement d'un dialogue avec la société civile et de voies de communication avec la LRA.
- Une **coordination** accrue *au sein* des organisations multilatérales externes clés, dont les institutions des Nations Unies et de l'UE, et entre leurs missions respectives, ainsi qu'entre les acteurs externes, tant gouvernementaux (UE, EU, ONU et UA) que non étatiques, est nécessaire, et ce afin de promouvoir la cohérence. L'UE devrait désigner un Représentant spécial de l'UE (RSUE) à plein temps pour résoudre le conflit avec la LRA.
- S'attaquer aux **dimensions politiques** du conflit :
  a. L'UE et ses États membres et l'UA devraient utiliser leurs bons offices avec Khartoum et Kampala et leurs alliés pour tenter de résoudre les questions politiques bilatérales en suspens, qui alimentent le conflit avec la LRA.
  b. Les Nations Unies devraient mettre sur pied un groupe d'experts pour enquêter sur le soutien que reçoit la LRA à l'intérieur et à l'extérieur de la région et recommander des mesures appropriées.
- Il convient de reconnaître que la communication avec les protagonistes d'un conflit n'est jamais prématurée et de garder ouverte la possibilité d'un **dialogue avec la LRA**. L'UE et l'ONU devraient élaborer une stratégie permettant de rétablir un contact informel avec les commandants de la LRA par l'intermédiaire d'acteurs de la société civile, et ce afin d'examiner le désir de paix et les possibilités de paix.
- Le gouvernement des États-Unis, l'UE et l'ONU devraient s'engager dans une **réflexion plus large** afin de comprendre le contexte local de ce conflit, sur le plan des droits de l'homme, de la gouvernance, de la sécurité et de la politique, et créer des mécanismes de consultation avec des acteurs locaux pour éclairer cette réflexion
- L'AU, en collaboration avec l'UE, l'ONU, les EU et les gouvernements régionaux devraient mettre au point des **stratégies à long terme tout en reconnaissant** que la fin de la violence ne signifie pas la résolution du conflit, dans le but de :
  a. promouvoir un climat propice au retour et à la réconciliation ;
  b. faire face aux conséquences psycho-sociales du conflit ;
  c. soutenir à l'avenir les communautés grâce à des investissements dans le développement ;
  d. améliorer la gouvernance dans les zones touchées.

2. **La protection des civils par les armées nationales et le Groupe de travail régional de l'UA devrait constituer une priorité, avec un suivi et un examen des progrès réalisés,** et les moyens permettant de l'assurer devraient être mis en place avant le déploiement.

- Dans le cadre d'une consultation avec la société civile locale, des bases de référence claires pour évaluer les progrès devraient être intégrées dans les plans militaires pour la protection des civils. Un point devrait également être convenu pour **l'examen et la réévaluation** de la stratégie adoptée, au cas où celle-ci ne parviendrait pas à empêcher la mort, les enlèvements et le déplacement des civils. Des plans clairs pour la mise en œuvre, la vérification et l'examen de la protection des civils devraient constituer une condition *sine qua non* du soutien apporté par l'UE, les EU et l'ONU à la stratégie.

- Les moyens de **vérifier** et de recueillir au niveau régional des données sur la protection des civils devraient être intégrés dans les plans de mission de l'UA et dans ceux des armées nationales. L'UE et l'UA pourraient se servir des réseaux de la société civile et les soutenir pour obtenir des informations, diffusées sous forme de rapport indépendant ou dans le cadre d'évaluations de l'UA.
- Tout en reconnaissant le comportement des armées nationales envers la population locale, l'UE, les EU et l'ONU devraient demander instamment un examen urgent des facteurs qui impulsent les violations des **droits de l'homme** par les armées nationales et mettre en cause la pratique des UPDF consistant à recruter d'anciens membres de la LRA.
- Afin de **mieux rendre des comptes** aux populations locales, l'UA, l'ONU et les missions des armées nationales devraient mettre au point une stratégie pour communiquer et établir un contact avec les communautés locales sur les efforts et les progrès réalisés en matière de protection des civils et fournir un point central pour la discussion des préoccupations et des points de vue locaux.

3. **Les décideurs devraient reconnaître et soutenir le rôle précieux que joue la société civile dans toute la région** pour mieux comprendre les dynamiques locales, renforcer la résilience des communautés, faciliter le retour, la réintégration et la réconciliation et favoriser les contacts et un dialogue officieux avec la LRA.

- Le représentant spécial de l'UA et le RSUE pour le conflit devraient œuvrer à mettre au point une **analyse et une compréhension** approfondies du conflit, au moyen d'un dialogue avec les organisations de la société civile et, pour ce faire, créer des mécanismes propices à un dialogue régulier.
- Les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux devraient examiner les **flux de financement** et leur durée afin de favoriser un soutien international pour le développement de la capacité de la société civile dans les zones touchées par la LRA.
- Les bailleurs de fonds internationaux, les agences humanitaires et les ONG internationales devraient identifier et inclure les groupes de la société civile locale comme **partenaires actifs,** et non comme bénéficiaires passifs, dans la planification des programmes et dans la formulation des réponses d'orientation aux questions relatives à la LRA afin de renforcer la légitimité locale et la durabilité.
- Les missions de l'ONU et les bailleurs de fonds devraient nouer des liens avec les **réseaux régionaux de la société civile** et en soutenir le développement et la capacité. Un réseau régional d'information augmenterait la quantité d'informations disponibles, les connaissances et la compréhension du conflit parmi les acteurs locaux, nationaux et internationaux.

4. **Un cadre régional cohérent qui soutient le retour et la réintégration dans des conditions de sécurité des personnes enlevées par la LRA est requis** pour lutter contre l'impact à long terme du conflit.

- Les programmes de l'UE et de l'ONU devraient se baser sur les connaissances et les capacités locales de la société civile afin d'assurer une **réintégration plus durable** des personnes enlevées de retour chez elles, notamment les femmes et les enfants et, ce faisant, de remédier à l'impact à long terme du conflit sur les communautés.
- Les bailleurs de fonds internationaux et les gouvernements régionaux devraient soutenir des mécanismes plus cohérents pour le **retour** et la **réintégration** des anciens membres de la LRA, qui englobent les efforts de la société civile. Ces mécanismes sont les suivants :

a. Soutenir les initiatives locales et nationales de création de cadres juridiques qui assurent une protection aux personnes de retour chez elles, aux intermédiaires et aux communautés dans toute la région.
b. Inclure d'anciens membres de la LRA dans les mécanismes nationaux de DDR et mettre en place des dispositions pour les plus de 18 ans.
c. Travailler avec les organes onusiens au maintien d'une base de données régionale pour les personnes enlevées et de retour chez elles, afin de vérifier par recoupement et confirmer les informations relatives à ces personnes.
d. Soutenir les plateformes radio régionales, en fournissant du matériel et une formation au personnel des stations, en matière notamment de sensibilisation des communautés aux questions relatives au retour des anciens membres de la LRA.
e. Mettre en œuvre une stratégie régionale d'information publique sur les mécanismes et les services relatifs au retour et à la réintégration.

2. Méthodologie

Cette étude a pour objectif de présenter les perceptions et les idées des personnes les plus directement touchées par le conflit ou les plus étroitement liées à ce dernier dans les zones occupées par la LRA : zones du nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), est de la République centrafricaine (RCA) et États sud-soudanais d'Équatoria-Occidental et du Bahr el-Ghazal occidental.

Effectuées de mars à juillet 2011, ces recherches comprennent plus d'une centaine d'entretiens et de discussions de groupe auprès de communautés locales, de chefs religieux et traditionnels, de représentants gouvernementaux, de membres du parlement, d'officiers militaires, de diplomates et de membres du personnel d'organisations internationales.

Les entretiens et discussions se sont déroulés en RDC (Bunia, Dungu, Duru et Kinshasa), en RCA (Obo, Mboki, Rafai, Zemio et Bangui), au Sud-Soudan (Maridi, Ibba, Nzara, Yambio, Juba et Wau) et en Ouganda (Gulu et Kampala). Des groupes de réfugiés congolais des districts Uélé ont également été interrogés à Nzara et Obo.

Dans le cadre de groupes de réflexion, des discussions ont été menées auprès de personnes enlevées par la LRA – hommes et femmes séparés – à Dungu, Obo et Yambio, de Mbororos à Wau, Bahr el-Ghazal occidental et Obo, d'unités d'autodéfense à Obo et Yambio et de tables rondes avec la société civile locale à Dungu, Obo et Yambio. Les conclusions et idées préliminaires ont été vérifiées lors d'une réunion de validation composée de représentants des autorités gouvernementales locales, de la société civile et des chefs religieux à Obo et Dungu[2].

En outre, ce rapport prend en compte les résultats de trois ateliers. Les 3 et 4 mars, des représentantes des organisations des femmes et des autorités gouvernementales locales du Haut-Uélé se sont réunies à Dungu pour discuter de l'impact du conflit sur leur vie. À Obo, du 16 au 18 mars, un groupe constitué de 12 anciens combattants de la LRA et de personnes enlevées par la LRA en République centrafricaine, ainsi que de chefs religieux et des représentants de la société civile et des autorités gouvernementales locales, ont évalué leur situation et discuté de la voie à suivre. Les 12 et 13 avril, un atelier similaire a eu lieu à Yambio, réunissant 12 anciens combattants de la LRA et personnes enlevées par la LRA au Sud-Soudan. Les 4 et 5 juillet, des membres du Groupe de travail régional de la société civile[3] se sont rencontrés à Entebbe, en Ouganda, pour examiner les conclusions.

L'étendue de la zone touchée et les contraintes en terme de temps du travail de terrain ont rendu difficile l'accès aux communautés. Par conséquent, les ateliers, discussions et entretiens ont englobé une sélection de voix de représentants afin de fournir un échantillon crédible d'expériences et de perceptions dans l'ensemble de la région touchée. *Conciliation Resources* a également utilisé des documents de référence tirés de ses programmes de pacification et des idées de ses partenaires issus de la société civile locale pour vérifier les conclusions et les recommandations présentées dans le rapport.

3. Toile de fond du conflit

L'échec des tentatives de mettre fin au conflit par des moyens pacifiques (dialogue aboutissant aux pourparlers de Juba de 2006 à 2008) et de réfréner la violence de la LRA (par le biais d'opérations militaires lancées à partir des années 1990, la plus récente étant l'Opération Coup de tonnerre *(Lightning Thunder),* avec des interventions militaires ultérieures de la fin 2008 à ce jour)) s'est soldé par un consensus au niveau national et international : la LRA ne peut être arrêtée que par des moyens militaires. Avec le soutien de l'AFRICOM (Africa Command – Commandement unifié des États-Unis pour l'Afrique), les forces armées ougandaises (UPDF) ont, jusqu'à présent, mené l'offensive dans l'ensemble de la région en affirmant que les effectifs de la LRA sont faibles et que le mouvement est à deux doigts de la défaite.

2. Une réunion de validation n'a pu avoir lieu à Yambio car les représentants du gouvernement participaient à ce moment-là à la Conférence des trois États d'Équatoria à Juba, qui s'est tenue du 14 au 16 avril 2011.

3. Formé en 2009, le Groupe de travail régional de la société civile se compose de dirigeants de la société civile (dont des religieux) provenant de pays touchés par la LRA (RCA, RDC, Sud-Soudan et Ouganda).

Cependant, les données sur le terrain indiquent que la LRA est active dans de nouvelles zones, notamment le long d'un couloir qui suit les frontières Sud-Soudan/RDC et Sud-Soudan/RCA et se prolonge vers le nord jusqu'au Darfour du Sud. Selon ces mêmes données, la LRA s'est adaptée à son environnement et collabore avec des groupes locaux. À l'origine, la LRA se composait principalement de membres de l'ethnie des Acholis du nord de l'Ouganda. La composition de ses grades inférieurs a évolué à mesure que la LRA a rétabli ses effectifs grâce à l'enlèvement de civils des quatre coins de la région. Depuis 2008, plus de 3 400 personnes auraient été enlevées, dont un nombre important d'enfants[4]. Une grande majorité des membres de la LRA ont été enlevés il y a de cela plusieurs années ou plus récemment.

Depuis de nombreuses années, la LRA est impliquée dans les rapports hostiles entre le Soudan et l'Ouganda. À partir du début des années 1990, en guise de représailles contre le soutien apporté par l'Ouganda à l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA), la LRA obtient une aide du régime soudanais de Khartoum afin qu'elle déstabilise le nord de l'Ouganda et attaque des positions de la SPLA dans le Sud-Soudan. La situation change en 2005 suite à la signature de l'Accord complet de paix (CPA) entre le gouvernement du Soudan et la SPLA/M. La même année, la Cour pénale internationale (CPI) lance ses tout premiers mandats d'arrêt à l'encontre du chef de la LRA, Joseph Kony, et quatre autres commandants. Les forces de la LRA répliquent en pénétrant dans le nord-est de la RDC et dans l'État sud-soudanais d' Équatoria-occidental.

Le gouvernement ougandais tente régulièrement d'entamer des pourparlers avec la LRA. Mais ces tentatives s'accompagnent ou sont suivies généralement d'efforts visant à obtenir une victoire totale par des moyens militaires. Et pourtant, aucune offensive ne parvient à assener un coup décisif. En 1992, la première opération militaire d'envergure, l'Opération Nord, ne réussit pas à vaincre la LRA, entraînantl'arrivée d'un grand nombre de Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) dans des camps du nord de l'Ouganda. En mars 2002, l'Ouganda lance l'Opération Poing de fer dans le Sud-Soudan dans le but de vaincre la LRA en l'attaquant par derrière. De nouveau, l'échec de l'opération a de graves conséquences humanitaires : le nombre d'enlèvements augmente et plus de 1,8 million de PDI sont recencées dans le nord et l'est de l'Ouganda.

Des efforts pour parvenir à une cessation négociée du conflit sont faits à travers les pourparlers de paix de Juba de juillet 2006 à avril 2008. Les négociations entre le gouvernement ougandais et les représentants de la LRA sont organisées et arbitrées par le gouvernement du Sud-Soudan (GoSS). Elles s'inspirent des travaux préliminaires réalisés par des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et locales. Ces négociations, qui n'impliquaient d'abord que quelques ONG, finissent par inclure l'ex-président du Mozambique, Joaquim Chissano, en tant qu'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies (SESG), et des observateurs officiels de l'UA, du Kenya, de la Tanzanie, de la RDC, du Mozambique et de l'UE. En janvier 2008, les États-Unis, qui ont inscrit la LRA sur leur liste d'exclusion d'organisations terroristes, dépêchent également un observateur sur le lieu des négociations.

Le processus mené par le GoSS permet à la communauté internationale, dont les Nations Unies, d'entrer en contact avec les parties aux pourparlers tout en soutenant les mandats d'arrêt délivrés par la CPI. Le soutien en faveur d'une « solution africaine aux problèmes africains » est jugé comme compatible avec un soutien en faveur d'un Accord de paix final (FPA) qui demeurerait conforme au Statut de Rome de 1998 établissant la CPI. Cependant, et malgré la signature de cinq protocoles en 21 mois, l'accord final conclu en avril 2008 n'obtient pas l'approbation de Joseph Kony, en raison de garanties soit-disant inadéquates liées aux mises en accusation en suspens de la CPI ainsi que de questions relatives au bien-être personnel et aux besoins matériels du chef de la LRA et de ses commandants de haut grade.

Tout espoir d'une issue pacifique aux pourparlers de Juba s'évapore complètement avec le lancement de l'Opération Coup de tonnerre le 14 décembre 2008, en réponse aux attaques lancées par la LRA. L'offensive militaire

4. D'après *Human Rights Watch* et des documents de l'ONU. Human Rights Watch, « *US/Central Africa: Protect civilians from LRA abuses* », (23 mai 2011), www.hrw.org/news/2011/05/23/uscentral-africa-protect-civilianslra-abuses.`

est menée par les UDPF en collaboration avec l'armée congolaise (FARDC), la SPLA et avec le soutien des États-Unis. Le bombardement aérien de la principale base de la LRA dans le Parc national de la Garamba, en RDC, est suivi d'une offensive terrestre de trois mois. Les objectifs officiels étaient d'obliger Joseph Kony à signer le FPA ou de capturer ou tuer le chef et les combattants de la LRA. Toutefois, l'opération permet de disperser la LRA et de la faire reculer jusque dans les zones frontalières de la RDC, de la RCA et du Sud-Soudan.

Les attaques menées par la LRA reprennent en 2008. Elles constituent toujours une menace importante dans l'État sud-soudanais d' Équatoria-occidental, dans les districts Uélé de la RDC et dans les préfectures Mbomou en RCA. Une présence de la LRA est également signalée en 2009 et en 2010 dans la zone orientale de la RCA, dans le Darfour du Sud (Soudan) et dans l'État sud-soudanais de Bahr el-Ghazal occidental. Les incidents se concentrent pour la plupart dans les zones frontalières des pays touchés, qui souffrent depuis longtemps d'insécurité et de pauvreté, et dans lesquelles les gouvernements centraux peinent à accéder.. Ce qui explique le manque d'infrastructures de ces zones. . En mai 2011, environ 360 000 PDI sont dénombrées dans les trois pays suite aux actions de la LRA[5]. Selon le Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), 413 attaques lancées par la LRA ont rapportées dans les trois pays en 2010 et durant le premier trimestre 2011, entraînant 423 morts et 857 enlèvements, dont des enfants[6].

4. La menace qui pèse sur la stabilité régionale

Si la LRA ne constitue pas une menace pour l'autorité ou les pouvoirs politiques nationaux dans aucun des pays touchés, elle représente néanmoins un des facteurs les plus déstabilisants pour l'ensemble de la région.

> *« Comment quelques centaines de rebelles peuvent-ils déplacer 350 000 personnes ? »*
>
> *Question posée par des diplomates à Kinshasa et Bangui*

L'impact de la terreur

Les tactiques de la LRA consistent à semer la terreur pour déplacer les habitants, dissuader les opposants ainsi qu'à communiquer et contrôler. Certains des massacres commis, comme ceux perpétrés en RDC au cours de Noël 2008, ont été bien documentés[7], mais la LRA use également de l'intimidation de façon sélective. Ainsi, un chef traditionnel à Dungu explique comment la LRA a tué deux autres chefs traditionnels après avoir accueilli plusieurs personnes ayant fui la LRA. Ces dernières avaient répondu à des messages radio et à des prospectus encourageant les personnes enlevées à s'enfuir et à venir se présenter aux autorités traditionnelles ou aux unités de l'armée.

La LRA recourt à l'intimidation pour maintenir la discipline. Presque toutes les personnes ayant été enlevées relatent des histoires de coups et de meurtres. Comme cet ancien membre de la LRA en RCA, qui raconte comment, pendant son entraînement, il a dû porter un faux revolver en bois pendant plusieurs jours. S'il laissait tomber cette « arme », même pendant son sommeil, il risquait d'être roué de coups. Un garçon de Yambio attrapé alors qu'il tentait de s'échapper a été battu et obligé de parcourir plusieurs kilomètres à pied avec un sac de farine sur la tête, en tirant une chèvre et en portant un jerrican d'eau. Mais, le châtiment habituel réservé à ceux qui tentent de prendre la fuite est la mort.

> *« Nous sommes heureux d'entendre le coq chanter le matin ? »*
>
> *Ancien maire, Obo, RCA*

5. UN OCHA, *LRA Regional Update: DRC, CAR and South Sudan: April–May 2011*, (22 juin 2011)
6. Certaines actions armées ont été attribuées à la LRA sans vérification indépendante, tandis que d'autres incidents n'ont pas été rapportés. Durant une mission d'enquête, *Human Rights Watch* fournit la preuve de 25 attaques jusque-là non signalées commises par la LRA depuis 2009 dans la zone de Pasi et Zangabai dans de district du nord-est du Bas-Uélé. Au cours de ces attaques, la LRA a enlevé 166 civils, en a tué 9 autres et en a blessé encore plus (voir Human Rights Watch, *No end to LRA killings and abductions*, 23 mai 2011)
7. Human Rights Watch, *The Christmas massacres: LRA attacks on Civilians in Northern Congo* (2009)

Le déplacement des populations a de graves conséquences sur les moyens de subsistance. Les habitants doivent abandonner leurs champs pour tenter de trouver une sécurité relative dans les villes ou les grands villages. Les prix triplent. Dans certains cas, les marchés locaux se retrouvent simplement sans vivres. Les conflits liés à la terre sont de plus en plus fréquents. Un périmètre de sécurité est souvent instauré autour du village ou de la ville, au sein duquel de nombreuses personnes se disputent une petite quantité de terres. Les agences humanitaires font venir du personnel d'autres zones du Congo, ce qui accroît la pression s'exerçant sur des ressources déjà limitées. D'après le grand chef de Dungu, la région entière est en passe de devenir une zone où le droit coutumier ne s'applique plus.

Un parent de Dungu, en RDC, explique que « notre rôle de parents consiste à élever des êtres complets – nous élevons désormais des cadavres incomplets ».

Les services de santé sont gravement touchés, ce qui a une incidence sérieuse sur les taux d'infection déjà élevés par le VIH. À Obo, en RCA, d'après un médecin effectuant des consultations à domicile, 11 %de la population locale serait séropositive.

Dans les écoles, les enseignants se plaignent d'avoir jusqu'à 70 élèves dans leur classe, et ce malgré les efforts fournis pour que les établissements scolaires continuent de fonctionner. Dans le camp de réfugiés congolais d'Obo, en RCA, les parents doivent donner des cours à leurs enfants dans quelques structures de fortune.

Arrière-pays oublié

Les zones dans lesquelles la LRA est active sont des parties oubliées de l'arrière-pays, où la longueur et la nature poreuse des frontières font le jeu de la LRA. La RCA dispose de quelque 5 500 soldats pour couvrir des frontières de plus de 5 200 km. Les frontières de la RDC avec neuf pays s'étendent sur plus de 10 700 km. De plus, les zones concernées sont éloignées et isolées des capitales et des villes principales. Obo, en

Réunion de la plateforme des organisations de femmes à Dungu, RDC, mai 2011.
© Conciliation Resources/Nicolas Tillon

RCA, par exemple, se situe à 1 300 km de la capitale Bangui, contre une distance d'environ 700 km à vol d'oiseau entre Obo et Gulu, dans le nord de l'Ouganda. Les routes sont mauvaises ou inexistantes.

Ces zones ne bénéficient pas des services de base fournis par l'État. Elles affichent un taux élevé de criminalité, dont la traite d'êtres humains et le commerce illégal d'armement. La prolifération des armes légères permet à la LRA d'accéder facilement à une puissance de feu portative mais meurtrière. Le recrutement par la force d'adultes, et en particulier d'enfants, par pratiquement tous les groupes armés est monnaie courante en RCA, au Soudan et en RDC. À Obo, les Mbororos, des pasteurs nomades parlant le fulani et présents dans les trois pays concernés, évoquent l'enlèvement de leurs enfants, envoyés pour beaucoup au Soudan. Une femme possède même le numéro de téléphone

d'un officier de haut grade de la SPLA qui lui réclame de l'argent en échange de ses deux enfants. Les FARDC auraient elles aussi enlevé des enfants de Mbororos contre des rançons, à l'instar des *zaraguinas* (bandits de grand chemin) en RCA.

La capacité de mise en application de la loi est minime et il règne un climat d'impunité. Au Sud-Soudan, la police se compose d'anciens soldats de la SPLA, dont beaucoup sont analphabètes, non qualifiés et mal équipés. Les quelques policiers présents à Dungu, en RDC, n'ont aucun moyen de transport. Il n'existe pas de tribunaux fonctionnels dans les zones touchées par la LRA en RDC et en RCA.

Les plans annonçant une aide de 1,2 million de dollars US pour le développement économique dans l'est de la RDC dans le cadre du programme du gouvernement STAREC (*Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés*) ne se concrétisent pas dans les districts Uélé en raison de problèmes de sécurité. Les espoirs locaux de redressement sont déçus. Au vu des difficultés internes, les ressources gouvernementales et internationales doivent être réparties à très petite dose dans tout le pays. Cette région peu peuplée est oubliée par Kinshasa. D'ailleurs, le président ne s'y est jamais rendu. Au Sud-Soudan, un État qui a acquis récemment son indépendance, le sentiment d'abandon et d'insécurité est omniprésent. Comme l'explique le chef traditionnel du comté de Yambio :

« Nous ne sommes pas en situation de paix lorsque les gens sont déplacés et tués. Comment pouvons-nous célébrer la naissance d'une nouvelle nation ? L'indépendance achèvera les habitants de ce pays. Les personnes sont abattues par balle et il n'y a aucune réaction de Juba. »

Comprendre la menace et le conflit

En raison du manque de chiffres vérifiables, il est impossible de confirmer la force de la LRA. Selon les FARDC, qui ont tendance, à l'instar de Kinshasa, à minimiser le problème, la RDC compterait de 12 à 18 combattants. Pour les UPDF, ils seraient entre 200 et 400 au total[8]. Les estimations des UPDF, constamment en-deçà des chiffres réels depuis l'Opération Coup de tonnerre, pourraient traduire une évaluation excessivement optimiste du succès de l'offensive[9]. Le nombre de membres de la LRA en RCA reste également flou. Aucun des chiffres avancés ne correspond au nombre de personnes enlevées, soit plus de 4 000 depuis 2008, des enfants probablement pour la plupart, puisque la LRA cible les jeunes âgés de 12 à 16 ans[10]

« Personne n'est allé dans la forêt pour compter les membres de la LRA »

prêtre, RDC

Les données qui se dégagent des recherches indiquent que la LRA fonctionne en interaction avec la dynamique et les conflits locaux, en formant, par exemple, des alliances opportunistes avec des groupes locaux durant les attaques. Certains interlocuteurs soulignent la collaboration avec Uda, un sous-groupe des Mbororos, au cours des attaques lancées à Bamangana, en RDC, et avec le groupe rebelle Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) à Nzako, en RCA. Au Darfour, les combattants de la LRA auraient lancé des attaques sur les camps de PDI de Daffak avec un groupe de Janjaweed[11].

La composition de la structure de commandement de la LRA a évolué ces 25 dernières années.Celle-ci comprend désormais des combattants non-acholis (les Acholis étant un groupe ethnique du nord de l'Ouganda), car des jeunes issus d'autres groupes ethniques d'Ouganda et du Sud-Soudan – dont les Tesos, les Langos et les Madis – ont été intégrés de force dans la LRA. Les membres de la LRA sont connus pour communiquer dans plusieurs

8. Selon les estimations du Centre conjoint de renseignements et d'opérations (CCRO) à Dungu en mars 2011, la force de la LRA s'élèverait à 70 combattants, dont environ 40 d'origine acholie.
9. Marks, Joshua *Border in name only: Arms trafficking and armed groups at the DRC–Sudan border* (Small Arms Survey: 2007), p.28
10. Blattman, Chris & Jeannie Annan. « On the nature and causes of LRA abduction: What the abductees say ».
11. Le CCRO a confirmé la formation d'alliances opportunistes par la LRA.

Trois hommes enlevés par la LRA, République démocratique du Congo. © Conciliation Resources/Tom Bradley

langues et dialectes, ce qui assure leur survie et leur permet de recueillir des renseignements. Les personnes enlevées sont contraintes d'apprendre la langue acholie. À Obo, en RCA, un groupe de personnes enlevées, qui ont réussi à s'échapper, ont continué à communiquer entre elles en acholi après leur retour. Les personnes enlevées d'autres zones, dont le nord de l'Ouganda, ont appris certains des dialectes locaux en RDC et en RCA, comme le lingala et le zande.

L'environnement trouble de sécurité et le manque d'informations vérifiables sur les mouvements, la composition et les alliances de la LRA engendrent des rumeurs et des soupçons de collusion avec la LRA sur le terrain. Des membres de l'assemblée législative de l'État à Yambio affirment que les Soudanais espionnent pour la LRA.Deux de ces espions présumés ont ainsi été arrêtés à Maridi et un autre, à Ezo. Les habitants d'Obo soupçonnent l'Uda : « Dans la brousse, si on croise l'Uda, il vaut mieux se cacher, car la LRA ne tardera pas à apparaître ». Dans les trois pays touchés, les personnes interrogées sont d'avis que la LRA mène des échanges commerciaux avec les Mbororos. Une accusation réfutée par ces derniers, qui insistent sur le fait que ces échanges n'ont lieu que sous la contrainte.

Des priorités concurrentes

Pour les gouvernements nationaux de la RCA, du Sud-Soudan et de la RDC, le conflit de la LRA est éclipsé par d'autres préoccupations intérieures de taille.

La LRA ne représente que l'un des groupes insurgés actifs en RDC. Le gouvernement de la RDC, qui doit relever le défi de constituer une armée nationale unifiée à partir de groupes insurgés et de réduire ses effectifs de 150 000 à environ 130 000 soldats, minimise l'importance de la LRA. Il maintient que la violence subie par le nord-est du pays est un problème d'ordre public causé par des « bandits locaux » et accuse les Mbororos de collusion avec la LRA. Pour les Congolais et leur gouvernement, le retrait des UPDF reste leur priorité absolue . Un *Mémorandum des Ecclésiastiques du Diocèse de Dungu-Doruma* de janvier 2011 demande le « retrait des UPDF parce que la RDC est un pays souverain »[12]. Les Congolais soupçonnent l'Ouganda, dont les forces ont occupé le nord du Congo de 1997 à 2003, de profiter de l'opération actuelle sur les plans militaire, financier et politique.

Le Sud-Soudan est confronté à la nécessité de construire un nouvel État alors que le

12. *Mémorandum des Ecclésiastiques du Diocèse de Dungu-Doruma* (28 janvier 2011)

conflit avec Khartoum continue de couver autour des zones contestées. De plus, Juba doit transformer la SPLA, d'une force de guérilleros en une armée classique (Armée nationale du Sud-Soudan). Cela suppose, entre autres, la démobilisation d'un nombre de soldats estimé à 30 000 individus, opérant sous un contrôle démocratique de l'État. Or, les systèmes institutionnels et de redevabilité sont quasi inexistants. L'intégration ténue de ce que l'on appelle les « autres groupes armés » (*Other Armed Groups* - OAG) dans la SPLA a une incidence sur sa capacité opérationnelle et sa redevabilité.La loyauté de certains éléments à l'égard du gouvernement du Sud-Soudan est discutable. Certains éléments de l'opposition au sein de la SPLA/M accusent le gouvernement de se montrer injuste dans sa façon de représenter et de soutenir les groupes tribaux, d'être massivement corrompu et d'avoir négligé le développement rural depuis la conclusion de l'Accord complet de paix (CPA) en 2005[13].

En RCA, où des soldats des UPDF sont stationnés, les fonctionnaires gouvernementaux considèrent la LRA comme un problème ougandais pour lequel Kampala doit payer. Comme le précise un interlocuteur de Bangui : « La facture sera envoyée à Kampala ». La RCA est mal préparée pour contenir le problème de la LRA. Son armée, les FACA, est réduite et connaît actuellement une réforme sur le plan de la sécurité. Seulement 2 000 des 5 000 soldats seraient de ce fait opérationnels, selon un officier concerné. Il n'existe aucune mission de soutien des Nations Unies en RCA, en dehors du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA), qui assure une mission de consolidation de la paix, sans volet militaire. Dans la zone touchée par la LRA, des petits groupes de soldats des FACA sont dispersés tous les 30 km et, en raison du manque de véhicules, les troupes ne bénéficient d'aucun soutien tactique. Au niveau politique, le dernier groupe rebelle substantiel hostile à Bangui, la CPJP, a signé en juin 2011 un accord de paix avec le gouvernement[14]. Mais sa mise en œuvre continue de poser problème. La LRA reste exclue du processus de paix en RCA et représente donc un obstacle important à la consolidation de la paix dans ce pays.

Où se trouvent les membres de la LRA ?

Les groupes de la LRA semblent avoir profité du vide de la gouvernance et créé un couloir pour leurs déplacements le long de la frontière entre le Sud-Soudan et la RDC et celle entre le Sud-Soudan et la RCA. Ce couloir se prolongerait le long de la frontière centrafricaine jusque dans le Darfour du Sud. D'après les médias, la présence présumée de la LRA dans le Darfour du Sud devait être provisoire, bien que cela n'ait pas été confirmé ou vérifié de manière indépendante. En effet, ni la Mission des Nations Unies au Darfour (UNAMID), ni la Mission des Nations Unies au Sud-Soudan (MINUSS), n'ont été autorisées à pénétrer dans Kafia Kingi, au Soudan, ou ses environs[15].

Les sources militaires estiment que la majorité des combattants de la LRA sont basés dans le triangle Obo–Zemio–Nzako, en RCA, bien qu'aucune présence n'ait été signalée dans le nord-est du pays ou dans l'immense *no man's land* de la Réserve de faune de Zemongo, dans l'est de la RCA, sur la frontière avec l'État sud-soudanais d' Équatoria-occidental. Cependant, en tant que point central sur la ligne reliant Dungu, en RDC, à Birao, en RCA, la réserve constitue une position stratégique pour mener des raids de l'autre côté de la frontière, dans les États d'Équatoria-occidental et de Bahr el-Ghazal occidental[16]. Les UPDF disposent d'une base à Djemah, à mi-chemin entre Dungu et Birao, qui lui permettrait, en théorie, de poursuivre la LRA dans ces zones.

13. Certaines personnes interrogées au Sud-Soudan ont fait référence à la « Déclaration de Mayom » présentée par des éléments de l'opposition au sein de la SPLA le 18 mars 2011, qui exprimait ces plaintes en termes clairs. *Sudan Tribune*, 'The Mayom Declaration' (11 avril 2011)

14. La CPJP va participer à un certain nombre de mécanismes mis en place pour favoriser un dialogue national et promouvoir de meilleures relations entre les communautés du pays, dont le *Conseil National de Médiation* et le *Comité de Suivi du Dialogue National.* Ces derniers sont des organismes à base large qui englobent des représentants de la société civile.

15. Un article mentionne le Radom National Park dans le Darfour du Sud comme étant un refuge pour la LRA et un lieu à partir duquel ils peuvent atteindre les zones de Dongo et Kafia Kingi. Cf Paterno, Steve. « Ugandan LRA finds safe haven in troubled Darfur » *Sudan Tribune* (17 mars 2010). Kafia Kingi se trouve à proximité du Darfour du Sud, au Soudan, aux frontières avec le Tchad, le Sud-Soudan et la RCA.

16. Selon une source de Kampala, Zemongo est une base de Joseph Kony.

On ignore toujours où se trouvent les très nombreuses personnes enlevées en RCA, où, proportionnellement, plus de personnes ont été enlevées par rapport au nombre d'incidents recensés.

5. Une protection des civils oubliée et limitée

Ces deux dernières années, l'effort militaire, mené par les forces armées ougandaises avec le soutien du Commandement unifié pour l'Afrique des États-Unis (AFRICOM), a surtout cherché à réfréner les actions et les mouvements de la LRA et à poursuivre Joseph Kony. La protection civile, bien qu'une priorité, n'a pas été assurée dans la pratique, en particulier pour les femmes et les enfants. Les populations locales se sentent abandonnées et désenchantées.

L'effort militaire n'a pas tenu suffisamment compte des tactiques de la LRA, qui consistent à lancer des représailles à l'encontre des civils lorsqu'elle est attaquée. De plus, les effectifs de la LRA se composent de personnes enlevées, dont beaucoup sont des enfants ou des femmes « porteurs », mis également en péril par la pression militaire exercée sur la LRA.

« Quiconque connaît un peu la LRA aurait d'abord planifié la protection des civils,[..] Et ce parce que le modèle de ses attaques est clair. Lorsqu'elle est attaquée, elle s'en prend à des cibles faciles liées à ses assaillants ou tente de se faire remarquer par les médias et de détourner l'attention. »

Commissaire de comté, État d'Équatoria-occidental

Les efforts pour assurer la protection des civils sont également rendus plus difficiles par la nature transfrontalière du conflit et par la vitesse à laquelle la LRA peut se déplacer. Selon un expert militaire en RCA, la LRA peut parcourir entre 35 et 50 km par jour, en fonction du terrain. Un officier des UPDF décrit comment la LRA est déjà loin au moment où les UPDFreçoivent une alerte.

Le préfet du Haut-Mbomou, en RCA, a expliqué que le surnom donné dans sa zone à la LRA, « Tongo Tongo », signifie courir « de la tombée de la nuit à la tombée de la nuit ».[17]

Les armées nationales

La responsabilité de la protection des civils incombe aux armées nationales, mais la capacité à l'assurer des forces armées de la RDC, de la RCA et du Sud-Soudan est amoindrie par une faible volonté politique, une intégration militaire médiocre, des effectifs inadéquats (excessifs en RDC et dans le Sud-Soudan, insuffisants en RCA) et par les effets d'une longue histoire de moyens insuffisants, aussi bien financiers que logistiques. Les trois armées sont impliquées dans des atteintes aux droits de l'homme, comportements prédateurs et abus envers les populations civils dans le cadre d'opérations militaires.

En RDC, la révolte dans la province de l'Équateur en 2009 incite Kinshasa à redéployer les unités FARDC les plus professionnelles, un contingent de la garde présidentielle, loin des districts Uélé. La même année, Kinshasa supprime toutes les unités d'autodéfense de la zone, confiant les services de sécurité à des soldats des FARDC mal payés. Ces derniers se forgent une mauvaise réputation au niveau local suite aux pillages et aux violations des droits de l'homme qu'ils ont perpétrés.

Les UDPF qui, au titre d'un certain nombre d'accords formels, informels et difficiles avec les gouvernements d'accueil sont présentes au sein de la RDC, au Sud-Soudan et en RCA, manquent de crédibilité et suscitent la méfiance sur le terrain. Dans la région, de nombreuses personnes expriment leur ressentiment et leurs soupçons à l'égard des forces ougandaises.

« Les armées régionales sont des spectateurs qui regardent les UPDF jouer. »

Membre du parlement, Yambio

17. Le terme Tongo-Tongo comporte différents sens selon les langues locales. Parmi les autres traductions entendues figurent « ceux qui ne dorment jamais » en zande et « marche marche ».

Ces préoccupations semblent étayées par un manque de transparence concernant les opérations des UPDF, le peu de volonté apparent à coopérer avec d'autres forces nationales et à protéger les civils ainsi que par une résistance à la surveillance. Les soupçons locaux relatifs aux intentions des UPDF se sont renforcés dans les trois pays lorsque des soldats des UPDF et des rebelles de la LRA ont été vus dans les mêmes uniformes, comme si la LRA et les UPDF étaient interchangeables. À Obo, des personnes qui avaient été enlevées ont reconnu des membres de la LRA en garnison avec des soldats des UPDF et portant les uniformes de ces dernières, soi-disant après s'être rendus ou avoir été capturés. D'après un colonel des FARDC, le 105e bataillon des UPDF, dont le quartier général est basé à Gulu, est composé d'anciens combattants de la LRA. D'anciens commandants de la LRA, comme Opio Makasi et Charles Arop, seraient en charge de certaines escouades. Un colonel des UPDF à Obo, même s'il n'est pas allé jusqu'à confirmer la présence d'un bataillon de ce type, reconnaît toutefois que certains anciens membres de la LRA figurent effectivement dans les effectifs des UPDF, mais qu'« il ne s'agit ni d'un système, ni d'une tactique ». Cette pratique devrait être contestée par les acteurs internationaux qui soutiennent le gouvernement ougandais et les UPDF.

Des officiers des FACA et des FARDC remettent également en cause le manque de résultats et la permanence apparente de l'effort de guerre des UPDF. Les forces ougandaises sont accusées d'exploiter les ressources, du bois de construction aux diamants, en passant par l'or et l'ivoire. Mais ces affirmations n'ont pas été confirmées. Le soutien apporté par les États-Unis aux UPDF génère un ressentiment parmi les autres armées nationales, qui soupçonnent les forces armées ougandaises de faire durer le conflit pour continuer à profiter de l'aide américaine. Certains remettent en question l'engagement même des UPDF dans les combats. Un commandant des FARDC raconte avoir reçu un jour un message des UPDF affirmant qu'un grand groupe de membres de la LRA étaient en route pour le Congo, mais que les UPDF n'avaient rien fait pour les arrêter, « comme si le Congo était la poubelle du monde ».

Les missions des Nations Unies

Les missions des Nations Unies sur le terrain, et en particulier la Mission des nations Unies en République du Sud-Soudan (MINUSS) (ancienne Mission des Nations Unies au Soudan) et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), ont également une responsabilité envers la protection des civils.

La MONUSCO opère dans le cadre d'un mandat au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, qui l'autorise à recourir à la force pour protéger les civils des menaces imminentes, même si la mission considère que son rôle premier consiste à soutenir les FARDC, et non à entreprendre des missions de son propre chef. De nombreux Congolais ont du mal à comprendre cette interprétation de son mandat. La mission doit négocier sa présence avec Kinshasa, tel est le principe de base de la présence de la MONUSCO en RDC, une décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies (UNSC). En novembre 2009, le président Kabila demande aux agents de maintien de la paix des Nations Unies de commencer à se retirer dès juin 2010, en vue d'un retrait complet des 19 000 soldats restants avant août 2011. L'UNSC résiste à cet appel, mais les deux parties acceptent de réduire les effectifs militaires. L'ONU voit ainsi sa présence réduite dans les districts Uélé touchés par la LRA.

La MINUSS a été établie le 9 juillet 2011 en même temps que l'indépendance du Sud-Soudan. Son mandat consiste à consolider la paix et la sécurité et à aider à établir les conditions propices au développement. Un élément du Chapitre VII stipule « un déploiement et des patrouilles proactives » pour la protection des civils « subissant une menace imminente de violence physique », en particulier là où le gouvernement sud-soudanais n'assure pas la sécurité. Sur la base des actions de la mission qui l'a précédée, la MINUS, la mission rechigne, dans la pratique, à déployer ses troupes, bien que l'UNSC lui ait demandé à plusieurs reprises d'assurer une protection des civils contre la LRA. Les habitants de Yambio n'ont aucun souvenir d'une quelconque opération de la MINUS à l'encontre de la LRA.

Les habitants de Yambio n'ont aucun souvenir d'une quelconque opération de la MINUS à l'encontre de la LRA.

Entretien avec Claudine, près de Djema, République centrafricaine

Claudine (17 ans) a été enlevée avec sa sœur par des combattants de la LRA, qui ont volé des sacs de cassave de sa maison et ont ordonné à Claudine et à sa sœur de les porter. Elles ont rejoint un grand groupe de membres de la LRA et plusieurs autres filles enlevées.

Alors qu'elles allaient rejoindre un autre groupe de la LRA, elles ont essuyé le feu de soldats des UPDF. Avec quelques autres membres de la LRA, Claudine, trois autres filles et quatre hommes qui avaient été enlevés, ont échappé à l'attaque des UPDF. Trois des hommes ont été tués par balle parce qu'ils étaient trop lents. Un a réussi à s'échapper.

La nuit venue, les filles ont été réparties entre les soldats de la LRA et ont été violées. Claudine a été violée à plusieurs reprises par le même commandant durant les trois semaines qu'a duré son enlèvement.

Une nuit, Claudine et une autre fille ont pris la fuite. Terrifiées, elles ont couru le plus vite possible jusqu'à atteindre le bord d'une rivière, où elles ont dormi. Après avoir marché pendant 10 jours, les filles ont rencontré un berger fullah (mbororo). En raison des tensions existant entre la tribu de Claudine (les sangos) et le berger fullah, elle a caché son identité. Le Mbororo s'est occupé d'elle et a soigné ses blessures, puis l'a conduite à la ville la plus proche, d'où elle a appelé son père.

Claudine va maintenant à l'école secondaire à Zemio. Elle fait encore des cauchemars et n'a reçu aucun soutien psychologique. Parfois, elle a envie de se venger de ses agresseurs, et d'autres fois elle voudrait comprendre pourquoi ils lui ont infligé ces mauvais traitements.

La résolution de l'UNSC 1906 du 23 décembre 2009 demande au Secrétaire général des Nations Unies d'« améliorer la coopération et le partage des informations liées à la protection entre les missions onusiennes de la région » : MONUSCO, MINUSS (ancienne MINUS), UNAMID (l'Opération hybride UA-ONU au Darfour) et la mission de l'ONU en RCA (BINUCA). Mais au cours des recherches, peu de signes indiquant une coordination quelconque sur le terrain ne sont observés. Les mécanismes de dialogue entre les missions et la société civile, les communautés touchées par le conflit, les gouvernements (instances locales et nationales) et diverses forces de sécurité sont également absents. Les missions de l'ONU, et en particulier la MONUSCO, doivent en faire davantage pour assurer la protection des civils.

Autodéfense

En l'absence d'une protection adéquate par les armées nationales ou les missions internationales, les communautés vulnérables ont le sentiment de n'avoir d'autre choix que de prendre les armes. Les unités de défense locales se sont multipliées dans toute la région. Dans l'État d'Équatoria-occidental, au Sud-Soudan, les parlementaires ainsi que le coordinateur des « Arrow Boys » estiment qu'environ 17 000 personnes participent à des unités de ce type et que le gouvernement et la population locale semblent unis dans les efforts en vue de leur expansion et de leur consolidation. Le parlement de Juba a affecté 1,2 millions de dollars US à leurs opérations.

En raison du manque de surveillance et de formation dans des concepts fondamentaux comme les droits de l'homme, les unités d'autodéfense peuvent elles-mêmes devenir des sources de conflit. Certaines se sont tournées vers le banditisme, sont utilisées pour commettre des actes de violence initiés par l'État ou deviennent des mouvements rebelles. Les membres de ces unités et leurs armes ne sont pas enregistrés, ce qui renforce le climat d'impunité. Des interlocuteurs évoquent ainsi des situations dans lesquelles les Arrow Boys endossent les fonctions policières et tuent des

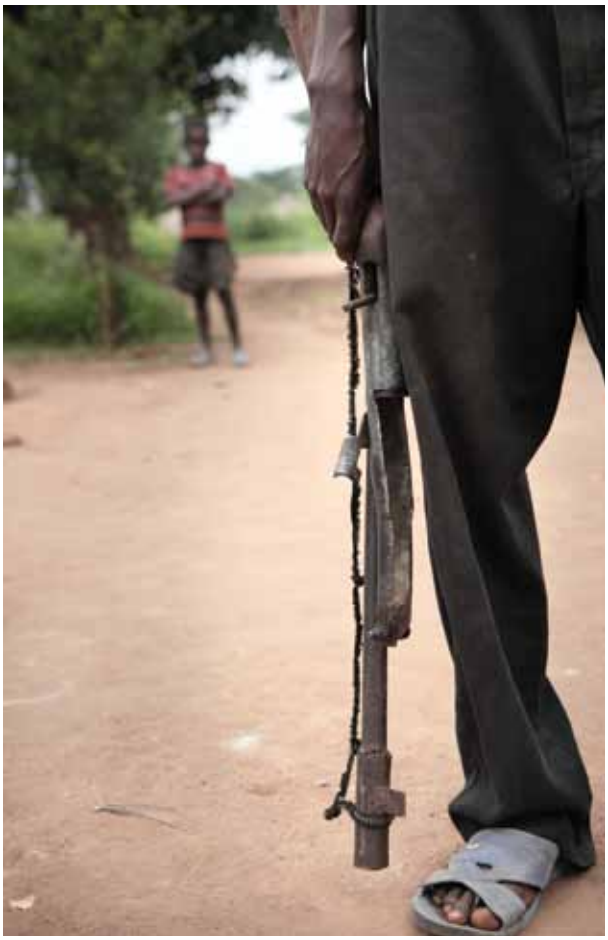
membres soupçonnés de la LRA. En Ouganda, un chef religieux souligne le phénomène dit kiboko : d'anciens Arrow Boys rouent de coups leurs opposants du Mouvement national de résistance (*National Resistance Movement* - NRM) durant les campagnes électorales.

> *« En mai 2011, Doruma a subi plus de six attaques successives lancées par la LRA. [...] La communauté est sceptique quant à l'efficacité des efforts des FARDC [forces armées de la RDC] et des UPDF pour les protéger des attaques de la LRA [...]. La population fait davantage confiance aux unités d'autodéfense. »*
>
> *Compte rendu de situation par un dirigeant de la société civile, Doruma, RDC, juillet 2011*

L'opinion sur le terrain est, à juste titre, divisée quant aux mérites et aux dangers des unités d'autodéfense. Le préfet du Haut-Mbomou, en RCA, estime que la communauté internationale devrait soutenir leur entraînement. D'autres personnes, à Bangui, pensent que la responsabilité de la protection incombe à l'État. En RDC, un ancien président de l'assemblée nationale à Kinshasa maintient que fermer les yeux sur les unités d'autodéfense reviendrait à « sanctionner la mort de l'État ». Toutefois, la suppression de ces unités villageoises par le gouvernement de la RDC serait une erreur pour de nombreux habitants locaux. En effet, plusieurs endroits qui, comme Bangadi, avaient jusque-là échappé aux attaques grâce aux unités d'autodéfense, deviennent actuellement des cibles régulières de la LRA.

La réponse de l'UA

La prolifération des unités d'autodéfense montre bien le degré de vulnérabilité ressenti par les communautés locales face à une protection inadéquate de leur sécurité par l'État. Conçue à Bangui en octobre 2010, l'« initiative régionale de coopération pour l'élimination de la LRA » de l'UA prévoit un Groupe de travail régional (*Regional Task Force* - RTF), un



Un membre du groupe d'autodéfense de Doruma armé d'un fusil « artisanal ». © Conciliation Resources/Tom Bradley

Centre d'opérations commun (*Joint Operation Centre* - JOC) et un Mécanisme de coordination commun (*Joint Coordination Mechanism* – JCM).

Il faut se réjouir de cette tentative de renforcement de la coordination de l'effort régional, notamment par la désignation d'un Représentant spécial de l'UA pour les zones touchées par la LRA. Cependant, les moyens d'y parvenir, en particulier la dépendance vis-à-vis des moyens militaires, exposent une fois de plus les civils à un risque important.

La Force régionale d'intervention (FRI) doit faire de la protection des civils sa priorité, aussi bien en matière de politiques générales que dans la pratique. La protection devrait être assurée dans toute la région touchée : en RCA, la situation des réfugiés est précaire et la population dans la zone touchée ne bénéficie que de peu de services de l'État. La présence des Nations Unies y est également faible. Il est impératif d'établir des plans clairs, des bases de référence permettant de mesurer les progrès en matière de protection des civils, des moyens de vérifier les cas d'enlèvement, de déplacement et de mort

ainsi qu'un point d'évaluation convenu avant le déploiement.

Même avec ces mesures, il convient d'être réaliste quant aux limites de la protection des civils dans la pratique au vu des tactiques de représailles employées par la LRA et de la dépendance de l'UA vis-à-vis des armées nationales pour assurer les services et de la difficulté du terrain. La protection des civils devrait donc s'inscrire dans une stratégie plus large et à long terme qui engloberait la sécurité, les efforts humanitaires, politiques, de gouvernance et diplomatiques et aborderait les facteurs et les conséquences du conflit. En outre, une partie essentielle de cette stratégie consiste à reconnaître la LRA comme une toile complexe de conflits violents et de rivalités régionales, sur les plans politiques et de la sécurité.

6. La nécessité d'une stratégie complète

Politique régionale

L'évolution du contexte géopolitique régional montre que les alliances et les inimitiés ayant une influence sur le conflit sont dynamiques. Cependant, l'antagonisme de longue date entre l'Ouganda et le Soudan reste un facteur permanent qui alimente le conflit et entrave des interventions efficaces.

Khartoum est depuis longtemps accusé d'armer tout un éventail de groupes interposés, comme la LRA, pour déstabiliser le Sud-Soudan. Le soutien en faveur de la LRA, qui a persisté tout au long des années 1990, aurait été suspendu au début des années 2000. Pourtant, d'après les nombreuses personnes interrogées dans la région, dont des membres du parlement à Juba, des représentants des Nations Unies à Bangui et des commandants des FARDC et des UPDF, le soutien apporté par le Soudan à la LRA aurait repris vers le milieu des années 2000.

Si Khartoum nie avec véhémence soutenir la LRA, le Congrès national (*National Congress Party* - NCP) a reconnu armer les milices dans le Sud-Soudan, au motif que « nous ne pouvons tolérer [le fait] que le Sud commence à accueillir des rebelles du Darfour »[18]. Les représentants du gouvernement au Sud-Soudan rejettent les démentis émanant de Khartoum d'un soutien quelconque à la LRA et, en guise de preuve, ils évoquent les Antonovs des SAF (Forces armées soudanaises) qui ont été aperçus volant en direction de la RDC et de la RCA ainsi que l'arrestation de deux agents des renseignements liés à Khartoum dans l'État d'Équatoria-occidental, au Sud-Soudan. Le gouvernement ougandais et la société civile affirment depuis longtemps que le soutien externe en faveur de la LRA émane de Khartoum. Les cercles gouvernementaux maintiennent même que Khartoum n'a jamais fermé ses bureaux de liaison pour la LRA[19]. Des rapports font également mention d'une visite de Joseph Kony en RCA en 2007, au coursde laquelle il aurait rencontré le chef d'un groupe rebelle tchadien soutenu par Khartoum.[20]

Le soutien de l'Ouganda à la SPLA remonte aux années 1980. Des rapports plus récents suggèrent que Kampala étend maintenant son soutien aux chefs rebelles du Darfour. Plusieurs reportages récents ont confirmé leur présence à Kampala, d'autres, prétendent que Kampala leur a proposé des opportunités d'entraînement.[21] Si on considère ces témoignages parallèlement à une annonce récente faite par le parti au pouvoir au Sud-Soudan concernant la réévaluation de sa stratégie au Darfour, laquelle reposait jusqu'ici sur la non-ingérence, les contacts plus étroits de Kampala avec les rebelles du Darfour semblent constituer un pas vers une coalition avec Juba pour exercer une pression militaire sur Khartoum et le NCP.

De son côté, Khartoum se protège d'éventuelles attaques des rebelles darfouriens depuis des bases arrière au Tchad et en RCA par le biais d'un accord de sécurité signé avec ces derniers le 23 mai 2011. À ce titre, les trois pays ont convenu, outre l'adoption de diverses mesures économiques, de cesser de soutenir les rébellions sur leurs territoires respectifs et d'entreprendre des patrouilles frontalières conjointes. Les accords commerciaux conclus entre les trois États ont permis d'ouvrir une route commerciale potentielle passant par

18. Africa Confidential, Vol. 52 N°7 (1er avril 2011).

19. Nyakairu, Frank « Are resurgent Ugandan rebels backed by Khartoum? » *Alert Net* (10 septembre 2009)

20. Nyakairu, Frank. « Kony Links Up With Chadian Rebel Leader » The Monitor (19 mars 2008).

21. Au moins un des groupes rebelles du Darfour, le Justice and Equality Movement (JEM), a déclaré comme son objectif stratégique un changement de régime à Khartoum.

la RCA et reliant Khartoum à l'Afrique centrale, en contournant le Sud-Soudan.

Le rapprochement entre le Soudan, la RCA et le Tchad, illustrant peut-être la complexité et l'interconnexion des systèmes de conflit de la région, pourrait avoir favorisé l'accord de paix ultérieur entre le gouvernement de la RCA et le principal groupe rebelle, la CPJP. Il semble également avoir étayé les appels lancés par le gouvernement de la RCA à l'intention des UPDF pour qu'elles limitent leur présence à deux bases dans le sud du pays, au niveau de la frontière qui sépare l'État d'Équatoria-occidental de celui de Bahr el-Ghazal occidental. Auparavant, les troupes des UPDF occupaient des positions septentrionales allant jusqu'à Sam Ouandja, qui surplombe la zone connue sous le nom de Kafia Kingi, du côté soudanais de la frontière.[22]

Kafia Kingi fait partie du Darfour du Sud, au Soudan, et représente une zone contestée revendiquée par le Sud-Soudan. Elle confère une voie d'approvisionnement potentielle pour les rebelles de la LRA et du Darfour, d'où la présence des UPDF et le souhait de Khartoum de déplacer les UPDF vers le sud. Kafia Kingi bénéficie d'un emplacement particulièrement stratégique car elle se situe à proximité de l'énorme Réserve de faune de Zemongo et sur la frontière entre le Darfour du Sud et l'État de Bahr el-Ghazal occidental, au Sud-Soudan, aux frontières de la RCA, du Tchad et du Soudan et à la croisée du conflit nord-sud et de la guerre au Darfour. Le Bloc 6 des concessions de pétrole du Soudan – détenu à 95 % par la compagnie pétrolière d'État chinoise – chevauche le Darfour près de la frontière tchadienne et centrafricaine. Il s'étendrait même jusque dans le Darfour du Sud et la RCA.[23]

Des systèmes de conflit entremêlés

Le conflit de la LRA est lié à deux systèmes principaux de conflit régionaux. Leur point de connexion, également la clé de voûte qui pourrait plonger la région dans le chaos, est le Sud-Soudan. Les relations entre le Sud-Soudan et le Soudan sont primordiales. Ces deux pays se heurtent à des difficultés cruciales relatives aux frontières et aux ressources, en particulier la lutte pour le maintien du contrôle des zones frontalières contestées – Kordofan du Sud, État Nil-Bleu, Abyei et Kafia Kingi – et par là-même l'accès à des ressources pétrolières de premier ordre. Le Sud-Soudan et le Soudan dépendent tous deux de l'industrie pétrolière. Le Soudan pourrait perdre une grande partie de ses revenus pétroliers, puisque 70 % de son exploitation actuelle se situe dans ce qui est désormais devenu le Sud-Soudan. Le Sud-Soudan, pays sans littoral, dépend du Soudan pour l'exportation de son pétrole brut. L'un et l'autre sont fortement tributaires de la consommation de cette ressource.

Toute reprise du conflit entre le Sud-Soudan et le Soudan pourrait entraîner des ramifications régionales significatives. Elle augmenterait le risque que la LRA soit de nouveau utilisée par Khartoum comme moyen de déstabiliser le Sud-Soudan. Tout débordement intensifierait la pression s'exerçant sur la RDC et la RCA, lesquelles ne sont déjà guère à même de faire face aux menaces existantes sur la sécurité. La stabilité dans le Sud-Soudan revêt également une importance cruciale pour l'Ouganda, au vu de la solidité des relations commerciales qui lient les deux pays. Juba représente une destination importante pour les exportations ougandaises : les recettes formelles et informelles sont estimées à plus d'un milliard de dollars US.[24] De plus, l'instabilité créerait un environnement permissif pour d'autres groupes d'insurgés que la LRA, comme le West Nile Bank Front (WNBF), qui a toujours ciblé le nord-ouest de l'Ouganda, une zone qui devrait abriter des infrastructures d'exploitation du pétrole.

Le transport et le raffinage futurs du pétrole sud-soudanais font partie de plans d'envergure pour le commerce entre l'Ouganda et le Sud-Soudan. Parmi ces plans figurent le transport de pétrole brut ougandais et (sud-)soudanais mélangé à travers de nouvelles installations de pipelines vers un nouveau centre de raffinage situé sur la côte kenyane. Si ces plans se concrétisent, des investissements importants seraient effectués dans les infrastructures. Cela libérerait politiquement le Sud-Soudan

22. De nombreux réfugiés de Daffak, dans le Darfour du Sud, ont fui à Sam Ouandja en 2007 suite à des combats particulièrement violents entre tribus « arabes » qui ont également fait intervenir des Fellatas (Mbororos). Daffak aurait servi de cachette à Joseph Kony en octobre 2010.

23. Se référer à la carte des concessions pétrolières du Soudan sur www.rightsmaps.com/ html/sudmap2.html (lien accessible le 8 novembre 2011)

24. *East African, « Kampala Warns Khartoum Over Military Invasion of Oil-Rich State » (29 mai 2011)*

Le révérend Mboligihe Ndalu, directeur de Radio RTK, Dungu. Gérée par des bénévoles et financée par des dons émanant de la communauté, cette station de radio communautaire parvient à la population la plus gravement touchée par le conflit. Ses émissions font la promotion de la paix et de l'unité par le biais de messages de sensibilisation. La transmission de messages par la radio est un outil puissant pour encourager le retour des personnes enlevées par la LRA, leur réintégration et la réconciliation communautaire. © Conciliation Resources /Tom Bradley

du contrôle exercé par le Soudan sur les exportations cruciales de pétrole et dépouillerait le Soudan d'autres ressources, puisque ce dernier perçoit des montants importants du Sud pour le transport et le raffinage du pétrole. La question des pipelines pour l'acheminement du pétrole risque également d'entraîner des désaccords politiques importants entre le Soudan, le Sud-Soudan, l'Ouganda et éventuellement la RDC.

Au vu de ces dimensions politiques, économiques régionales et de sécurité, le problème de la LRA ne peut être efficacement résolu de manière isolée, ni pays par pays. Il doit s'inscrire dans un dialogue politique régional, qui ferait intervenir Kampala, Juba et Khartoum. À l'exception d'une initiative du Carter Center en 2002, le Soudan n'a jamais participé de façon formelle à un quelconque dialogue sur une résolution du conflit de la LRA. Les relations entre la RDC et l'Ouganda entravent constamment tout progrès réel de la sécurité régionale et devraient donc également être inclues dans le processus.[25]

Retour et réintégration coordonnés

Une approche complète permettrait également de mieux remédier au caractère décousu des efforts de lutte contre l'impact à long terme du conflit et, en particulier, d'établir un cadre régional cohérent pour le retour sans risque et la réintégration des personnes enlevées par la LRA.

Il est dangereux de fuir la LRA, aussi bien pour les personnes qui tentent de s'échapper que pour les intermédiaires locaux et les communautés d'accueil. Le châtiment habituel

25. Ces relations difficiles remontent à l'implication militaire de l'Ouganda dans les affaires politiques et économiques de la RDC, pour laquelle le régime ougandais n'a guère subi de censure internationale. Les deux pays se sont également querellés au sujet des réserves de pétrole sous le lac Albert, contestant la quantité de pétrole qui se trouve de chaque côté de la frontière. Se référer, par exemple, à *The Economist,* 23 août 2007, « Do you want to share or to fight? ». Selon certaines sources, la production commerciale des réserves albertines ferait de l'Ouganda le cinquième producteur de pétrole de l'Afrique sub-saharienne.

réservé à ceux qui prennent la fuite est la mort, mais l'accueil de personnes tentant d'échapper à la LRA comporte des risques similaires. La LRA a par ailleurs fait semblant de capituler, ciblant la communauté d'accueil ainsi que ceux de leurs membres qui auraient l'idée de fuir. La défection de la LRA a été encouragée par les bailleurs de fonds et les Nations Unies dans certaines zones par le biais de prospectus et de messages radio. Ces derniers sont limités de par la capacité de certaines stations locales à ne diffuser que dans un rayon très réduit. De plus, pour Radio Zereda à Obo, en RCA, les divers équipements provenant de la Chine, du Japon et d'Europe soulèvent de sérieux problèmes de compatibilité. Une approche coordonnée et plus efficace pour encourager les défections doit avoir lieu à partir d'une plateforme régionale et être reliée à des procédures sûres sur le terrain. Il existe une plateforme de ce type, exploitée par la Fondation Hirondelle, qui gère Radio Ndeke Luka à Bangui (qui parvient à Obo), Radio Okapi à Bunia et Radio Miraya au Sud-Soudan, mais elle n'est pas utilisée. Toutes ces stations sont gérées au niveau local.

Radio Ndeke Luka fait office d'exception, car elle diffuse une émission de radio régionale dans laquelle les questions ayant trait aux pays environnants font l'objet de débats dans le cadre d'interviews en direct. Cette station utilise également les tours de téléphonie mobile comme stations de relais pour ses signaux radio, qui bénéficient ainsi d'une longue portée à l'intérieur.

Pour les personnes enlevées de retour chez elles, ces initiatives affichent des résultats mitigés. En effet, la plupart des membres de la LRA seraient au courant des messages, bien que l'autorisation d'écouter la radio dépende de la décision arbitraire des commandants de la LRA. Ces derniers ont par ailleurs interdit aux membres de la LRA de ramasser les prospectus ou de les lire. Selon les personnes interrogées, la vague initiale marquante de redditions n'a pas été soutenue. Ainsi, aucun commandant de haut niveau ne s'est rendu récemment. La majorité de ceux qui parviennent à quitter la LRA sont des hommes et femmes de troupe, qui réussissent à s'échapper ou sont « secourus sur le champ de bataille » (un euphémisme pour décrire ceux qui sont touchés par les balles des forces en marche et abandonnés par la LRA, qui en général ne transporte pas ses blessés).

La crainte de subir un châtiment de la part des communautés hostiles dans des pays étrangers ou d'être tué par la LRA dissuade ses membres de rentrer chez eux. Les programmes de diffusion de messages doivent donc assumer la responsabilité de veiller à la sécurité des personnes ayant échappé à la LRA et à celle des communautés qui les accueillent. Les communautés et les unités militaires doivent être informées des procédures claires à suivre pour la défection, en particulier pour la reddition en petit groupe, laquelle fait courir le plus grand risque aux communautés.

L'échec des efforts pour encourager le retour des membres de la LRA dans la région contraste avec les résultats de la Loi d'amnistie de l'Ouganda, qui offrait un cadre juridique pour le retour sans risques, et par conséquent, une protection aux personnes de retour, aux intermédiaires et aux communautés d'accueil. À compter de novembre 2010, les chiffres de la Commission d'amnistie de l'Ouganda indiquent que 26 118 personnes, dont 12 873 anciens membres de la LRA, sont revenues en Ouganda et ont bénéficié de cette loi. Il n'existe pas de cadre juridique de ce type dans les autres pays touchés par la LRA ou au niveau de la région.

Le rapatriement des combattants de la LRA vers leur pays d'origine est extrêmement problématique. En effet, les programmes de l'ensemble de la région ne sont pas adaptés à la nature régionale du conflit. Les processus de démobilisation, désarmement, rapatriement, réinstallation et réintégration (DDRRR) pour les combattants étrangers peuvent être excessivement longs. Les jeunes de la RCA relatent ainsi qu'entre le moment de leur démobilisation en RDC et leur retour en RCA, plusieurs mois se sont écoulés.. Dans un autre cas, six femmes interrogées à Yambio, au Sud-Soudan, racontent comment elles se sont échappées durant des feux croisés et ont simplement regagné la RDC à pied. Ce dangereux périple leur a pris un mois.

L'autodémobilisation et l'absence d'un processus régional d'enregistrement ou d'une base de données régionale (permettant de recueillir et de rassembler les données relatives aux retours et relier l'identité des personnes de retour à celle des personnes enlevées) montrent qu'il est difficile de se faire une idée claire du nombre de personnes encore portées disparues.

Le manque de perspectives après le retour et la peur de la stigmatisation, en particulier parmi les femmes, constituent également des facteurs dissuasifs pour le retour. La réintégration des personnes enlevées par la LRA dans des communautés pauvres sans soutien ne peut aboutir qu'à l'instabilité et à des conflits futurs.

La RDC bénéficie de mécanismes informels favorisant la réinsertion dans les communautés des anciens combattants de la LRA de moins de 18 ans. Les acteurs non publics qui travaillent dans cette zone dépendent de familles d'accueil. Ce système semble relativement bien fonctionner, quoique moins pour les enfants gravement traumatisés. Le Sud-Soudan est doté d'institutions de base dans le secteur bénévole, également pour les moins de 18 ans, comme le Totto Chan Centre for Child Trauma et le centre géré par le ministère des Services sociaux dans l'État d'Équatoria-occidental.

Cependant, les anciens membres de la LRA ne font pas partie des groupes armés qui ont le droit d'accéder au processus DDR. La RCA ne dispose pas de processus formel de DDRRR et, à part les efforts d'une ONG à Obo, il n'y a guère de soutien en faveur de la réinsertion des moins de 18 ans.

Les anciens combattants de plus de 18 ans sont confrontés à des perspectives encore plus sombres après leur retour. Ils ne bénéficient de processus nationaux de DDR dans aucun des trois pays et peuvent être exclus des processus de rapatriement. Par exemple, un membre soudanais de 19 ans de la LRA qui prend la fuite dans le Sud-Soudan ne peut pas profiter du processus de DDRparce qu'aucun rapatriement

Projecteur sur les systèmes de conflit

Le conflit de la LRA est lié à un certain nombre de systèmes de conflit, de sorte qu'il s'inscrit dans un cadre historique et stratégique plus large. Un système de conflit peut être compris comme une série d'interactions entre États qui soutiennent et font durer le conflit au sein de ces États de façon systémique. On peut dessiner deux systèmes principaux de conflit dans la zone touchée par le conflit de la LRA, dont l'intersection est le Sud-Soudan :

- Un système Soudan-Tchad-Centrafrique-Sud-Soudan, ou « système septentrional », qui connecte le Darfour du Sud, l'État de Bahr el-Ghazal occidental et le nord-est de la RCA (préfecture de Vakaga). D'un point de vue historique, la dynamique de ce système de conflit est influencée par les interactions avec le Tchad, bien que ce ne soit pas là un facteur qui ait une incidence sur le conflit de la LRA.
- Un système Rwanda-Burundi-RDC-Sud-Soudan, ou « système méridional », qui relie le sud-est de la RCA, le nord-est de la RDC, l'État d'Équatoria-occidental et l'Ouganda. D'un point de vue historique, la dynamique de ce système de conflit est influencée par les interactions avec le Rwanda, bien que ce ne soit pas là un facteur qui ait une incidence sur le conflit de la LRA.

La Chine est un acteur influent dans le « système septentrional » notamment. En 2002, le Soudan était déjà devenu le quatrième fournisseur de pétrole de la Chine et en 2004 la Chine s'était déjà attribué jusqu'à 65 % de la production pétrolière du Soudan*. L'engagement de la Chine repose sur des contrats de projets infrastructurels et d'exploration des ressources naturelles afin de maintenir son taux de croissance élevé et ses activités diplomatiques avec des puissances non occidentales. Et ce dans le but de contrebalancer l'influence américaine. La présence chinoise est considérée par certains comme favorisant la dynamique régionale. Selon un représentant du gouvernement de la RCA, l'influence de la Chine étaye le récent accord de sécurité signé le 23 mai 2011 entre le Tchad, la RCA et le Soudan.

* « Sudan : China's outpost in Africa », China Brief, Volume 5 Numéro 21, The Jamestown Foundation

n'est possible. Le jeune homme n'a pas non plus accès au processus de DDR soudanais, comme tout ancien membre de la LRA[26], et en raison de son âge.. Pour les membres de ce groupe, il ne semble y avoir aucun service ou mécanisme pour faciliter leur réintégration dans leurs communautés respectives. Dans l'impossibilité de retourner à l'école, sans emploi et ne vivant plus chez leurs parents, ils sont extrêmement aliénés et isolés. Et pour couronner le tout, ils suscitent généralement la peur.

« Avant, je pouvais aller voler une poule ou une radio ou n'importe quoi, maintenant j'essaie de suivre le droit chemin, mais je n'ai pas d'argent pour acheter quoi que ce soit. » Ancien combattant (de plus de 18 ans). »

Ancien combattant (de plus de 18 ans), RCA

Les filles ou les jeunes femmes qui reviennent avec un ou plusieurs enfant(s) de la LRA se heurtent à des problèmes particuliers d'acceptation par la société. Plusieurs de celles interrogées estiment que leur vie dans la brousse avait plus de sens et que les années suivantleur retour ont été une perte de temps. Cette réaction contraste fortement avec l'attitude des jeunes bénéficiaires d'un processus de réintégration et des adultes qui ont passé moins de temps avec la LRA ou sont restés en marge de la vie de la LRA durant leur enlèvement. Ces mères forment par ailleurs un groupe délaissé par la société civile, l'État et les interventions internationales.

7. Que faut-il donc faire ?

Nombre de ceux qui subissent les conséquences du conflit dans toute la région sont favorables à une stratégie pacifique, basée sur la protection et le dialogue. Les populations se montrent sceptiques quant au succès éventuel d'une stratégie militaire et doutent de l'engagement de l'Ouganda à mettre fin au conflit. À Dungu, les ONG locales sont d'avis que les efforts fournis par certaines organisations internationales pour accroître l'échelle de l'offensive militaire contre Joseph Kony ne rendent aucun compte – en tout cas, pas aux personnes sur le terrain qui endurent la violence et les représailles de la LRA.

« Le gouvernement nous dit que la LRA est finie. Mais sur le terrain les gens meurent. On voit encore des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et qui ont peur de rentrer chez elles. Celles qui se sont aventurées sur leurs exploitations agricoles sont tuées ou kidnappées par la LRA. Nous ne savons plus qui croire et en qui avoir confiance. »

Commissaire, Sud-Soudan

Une approche complète

Une approche complète doit englober des efforts dans les domaines suivants : politique, médiation, sécurité, aide humanitaire et développement. Elle devrait commencer par s'attaquer aux rivalités militaires et politiques régionales qui entravent la résolution du conflit, à travers un processus de dialogue politique axé sur Khartoum, Kampala et Juba, tout en faisant intervenir d'autres acteurs régionaux. L'effort militaire coordonné devrait se concentrer sur la protection des civils, plutôt que sur la poursuite de la LRA.

Un deuxième volet devrait mettre l'accent sur la mise en place d'une plateforme régionale fonctionnelle de DDR pour les anciens membres de la LRA, dont une base de données régionale permettant de comparer les informations sur les personnes de retour à celles sur les personnes enlevées. Il conviendrait d'étudier des cadres juridiques pour les personnes rentrées chez elles. Les plateformes de transmission de messages par la radio et les conseils aux communautés

26. De plus, dans l'État d'Équatoria-occidental (Sud-Soudan), beaucoup insistent sur le fait qu'il n'y a pas « d'anciens combattants nationaux [de la LRA] » de l'État, niant ainsi la nécessité de services de DDR pour aider les anciens membres de la LRA. Cependant, il a été facile de trouver des personnes de plus de 18 ans qui avaient passé entre un et trois ans dans la LRA et qui avaient une expérience des combats.

pour encourager le retour des membres de la LRA devraient être renforcés. Et ce en assurant la sécurité des personnes de retour, des intermédiaires locaux et des communautés d'accueil.. Cet élément devrait inclure une enquête et une censure des voies d'approvisionnement externes de la LRA ainsi que des stratégies nationales et internationales afin d'aborder sérieusement les défis sociaux, de gouvernance et de développement dans ces zones oubliées.

Un troisième volet devrait remettre sur la table la possibilité d'un dialogue avec la LRA et créer un espace favorisant un dialogue informel. Même si cela est actuellement impossible au niveau du gouvernement, le dialogue pourrait être envisagé dans un premier temps par le biais de voies informelles et détournées pour étudier les possibilités de dialogue et préparer le terrain en vue de discussions formelles sur les questions substantielles.

La société civile

Les populations peuvent jouer des rôles de pacification entre les frontières, contrairement aux gouvernements et aux organes intergouvernementaux. Les acteurs de la société civile sont les mieux à même de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de nombreux aspects d'une stratégie complète, du fait de leur compréhension des dynamiques locales et des conséquences du conflit, de leur accès aux zones et aux communautés touchées ainsi que de leur engagement à long terme pour tenter de remédier à l'impact de la violence. Mais, pour ce faire, ces protagonistes locaux doivent être vus par les acteurs nationaux et internationaux comme des partenaires, et non comme des bénéficiaires passifs dans ce processus. Il est également nécessaire d'investir dans leur rôle et dans leurs capacités.

Les acteurs et les organisations de la société civile locale représentent des partenaires potentiels précieux dans les efforts humanitaires et de développement pour renforcer la résilience des communautés face à la LRA, à travers, par exemple, la diffusion d'informations dans des zones jusque-là inaccessibles. Leur contribution au retour, à la réintégration et à la réconciliation dans les communautés est essentielle. De même, ils jouent un rôle prépondérant lorsqu'ils demandent des comptes aux gouvernements

Sœur Angélique, membre de la Commission Justice et Paix (CDJP Dungu), se recueille em souvenir d'une religieuse tuée en 2011 lors d'une attaque qui aurait été lancée par la LRA. © Conciliation Resources/Tom Bradley

sur les raisons qui les poussent à délaisser les régions dans lesquelles la LRA est active. L'action de la société civile en Ouganda, qui assure le suivi des progrès de la mise en œuvre du Plan de développement et rétablissement de la paix (*Peace Recovery and Development Plan* - PRDP) pour le nord de l'Ouganda, illustre parfaitement cet aspect.

> *« Les ONG humanitaires [internationales] à Dungu se comportent comme si la société civile [locale] n'existait pas ».*
>
> *Mémorandum du réseau de la société civile, Dungu, RDC, 13 septembre 2011*

Cependant, la diversité des acteurs de la société civile en Ouganda ne se reflète pas dans les zones touchées de la RDC, de la RCA et du Sud-Soudan, où l'impératif humanitaire

impulse l'aide internationale et où la faiblesse de la société civile représente l'un des défis plus larges de la gouvernance. Dans ces régions, de nombreuses organisations de la société civile (OSC) se plaignent d'un manque de consultation concernant la conception des programmes d'aide internationaux, de la communication médiocre des agences internationales et des ONG sur leur rôle et leurs objectifs ainsi que du manque de redevabilité envers la population locale quant à leurs actions et leurs messages de politique générale. La prédominance de programmes de financement humanitaire internationaux à court terme détourne les membres du personnel des OSC locales, lesquelles ne sont pas en mesure de proposer des salaires comparables. Les organisations internationales elles-mêmes ne voient pas souvent les OSC comme des partenaires crédibles, au vu de la faiblesse de leur capacité et des cas occasionnels de corruption. Les agences et ONG internationales devraient, tout en reconnaissant l'impact de leur présence sur la société locale, chercher à investir dans les capacités (compétences et moyens) des OSC et les faire intervenir dans la planification et la mise en œuvre des programmes. Et ce afin de renforcer l'appropriation locale et la durabilité de ces derniers.

La société civile peut contribuer à approfondir les connaissances nationales et internationales du conflit en fournissant des points de vue vitaux relatifs à l'impact de la LRA sur la dynamique locale et aux perspectives locales liées au conflit. Dans certains cas, les acteurs de la société civile recherchent et rassemblent des données sur les attaques de la LRA en se rendant dans les zones touchées puis en font part à des collègues de la société civile et à des acteurs internationaux concernés dans toute la région (comme dans le cas de la présente étude). Les interlocuteurs locaux suggèrent une série de conférences locales faisant intervenir des ONG nationales et internationales (par exemple à Dungu, Yambio et Obo) afin d'identifier et de hiérarchiser les problèmes locaux selon leur priorité et d'établir un mécanisme et un ordre du jour pour une coordination et un dialogue entre les décideurs nationaux et internationaux.

Dans la pratique, seule la société civile a, jusqu'ici, approuvé l'importance d'une approche régionale pour mettre fin au conflit par des moyens pacifiques. Les membres d'un Groupe de travail régional de la société civile (*Regional Civil Society Task Force*) composé d'un certain nombre de chefs religieux et traditionnels provenant de tous les pays touchés par le conflit se réunissent périodiquement pour analyser la situation du conflit, se soutenir mutuellement et chercher des manières d'avancer. Il est difficile de parvenir à un consensus régional au niveau de la société civile et il est inévitable que des voix dissidentes se fassent entendre. Cependant, depuis le début de ces réunions interreligieuses, de grands progrès ont été réalisés dans ce domaine. Elles ont permis de démontrer que la société civile joue un rôle clé dans le rassemblement de voix diverses à travers le dialogue, préparant ainsi le terrain pour une action coordonnée.

Un soutien pour le développement d'autres réseaux de la société civile régionaux est nécessaire. En RDC, les efforts de coordination locaux à Dungu ne sont pas reliés à ceux d'autres organisations dans les districts Uélé. Il n'existe pas de réseaux locaux dans les préfectures de la RCA ou en Équatoria-occidental, bien qu'un réseau de la société civile ait récemment été mis en place dans l'État de Bahr el-Ghazal occidental. Le seul fait de fournir une connexion Internet faciliterait la création et l'efficacité du fonctionnement des réseaux de ce type.

Dialogue et prise de contact

Les efforts de l'UA pour rassembler les interventions dans le secteur de la sécurité en un seul cadre plus coordonné constituent une évolution positive dans l'histoire d'un conflit qui a rencontré des réponses décousues et incohérentes. Comme l'explique ce rapport, ces efforts doivent aller plus loin et englober les dimensions multiples du conflit, afin de mettre fin de façon durable au conflit avec la LRA. Ceux qui doivent vivre avec le conflit et ses conséquences sont déterminés à utiliser les outils de pacification, à savoir, le dialogue et le maintien d'un contact avec la LRA.

Pour amorcer un processus de dialogue, il faudrait rétablir le contact avec les dirigeants de la LRA. Or, depuis 2008, aucune participation officielle à des pourparlers avec la LRA n'a été organisée, de sorte qu'on ne connaît guère ses attentes et objectifs. L'expérience de la transmission de messages concertée et efficace, dont celle soutenue par le Royaume-Uni

Sur cette photo, des chefs culturels et religieux d'Ouganda, de la RCA, de la RDC et du Sud-Soudan sont réunis pour discuter de la LRA (dans le cadre du Groupe de travail régional de la société civile (Regional Civil Society Task Force), Entebbe, juillet 2011. © Conciliation Resources/Sarah Bradford

(Département du développement international - *Department for International Development*), la Suède et les Pays-Bas ces dix dernières années, pourrait être exploitée à cette fin[27] .

Les représentants de la société civile dotés de compétences en matière de pacification pourraient jouer un rôle essentiel pour faciliter les premiers contacts entre Joseph Kony et ses commandants et entre les décideurs nationaux et internationaux. Cela permettrait d'instaurer une communication et une base pour le développement de négociations. Durant la période précédant le Processus de paix de Juba (2006–2008) les dirigeants de la société civile en Ouganda et au Sud-Soudan ont joué un rôle essentiel dans l'établissement de relations entre la LRA et le gouvernement ougandais. Malgré les limites de Juba, cette expérience donne l'occasion de tirer des enseignements et d'établir des bases sur lesquelles construire une paix permanente et durable.

Enfin, le Représentant spécial de l'UA pour la LRA pourrait créer un cadre à une réflexion créative sur la négociation et les attentes du dialogue. Un processus de ce type engloberait une discussion sur les mises en accusation de Joseph Kony et de ses commandants clés. Certains représentants de la société civile reprochent à ces dernières d'avoir fait échouer les pourparlers de Juba et d'avoir fermé la porte à un dialogue et à la fin du conflit. Toutes les personnes sur le terrain reconnaissent la complexité juridique et politique pour trouver le juste équilibre entre justice et paix. Un cadre mené par l'UA pourrait étudier les raisons pour lesquelles les mises en accusation de la CPI entravent un processus de dialogue ainsi que les possibilités de résoudre ce dilemme juridique.

27. En 2005, les gouvernements de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et des États-Unis ont soutenu un programme de transmission de messages par la radio demandant aux dirigeants de la LRA de contacter la médiatrice d'alors, Betty Bigombe. Diffusé en anglais et en luo 18 fois par jour, ce message annonçait la création d'un poste radio spécial auquel les rebelles pouvaient transmettre un message pour rétablir le contact.

Bibliographie et références

Ce rapport s'appuie sur un large éventail de sources secondaires.

Africa Confidential, Vol. 52 No. 7 (1er avril 2011) Blattman, Chris & Jeannie Annan. 'On the nature and causes of LRA abduction: What the abductees say'. In Allen, T. & Vlassenroot, K. (eds.).

The Lord's Resistance Army: War, Peace and Reconciliation in Northern Uganda (Londres : Zed Books, 2010)

China Brief, Vol.5 Numéro 21, 'Sudan: China's outpost in Africa', The Jamestown Foundation

Mémorandum des Ecclésiastiques du Diocèse de Dungu-Doruma (28 janvier 2011)

East African, 'Kampala Warns Khartoum Over Military Invasion of Oil-Rich State' (29 mai 2011)

The Economist, 'Congo and Uganda: Do you want to share or to fight?' (23 août 2007)

Des articles et rapports de Human Rights Watch, y compris : No end to LRA killings and abductions (23 mai 2011) ; The Christmas massacres: LRA attacks on Civilians in Northern Congo (2009)

International Crisis Group, Northern Uganda: The road to peace, with or without Kony (décembre 2008)

Lancaster, Philip, Guillaume Lacaille et Ledio Cakaj. 'Diagnostic Study of the Lord's

Resistance Army', Groupe de travail international sur la LRA (juin 2011)

Marks, Joshua *Border in name only: Arms trafficking and armed groups at the DRC–Sudan border* (Small Arms Survey: 2007)

New Vision, '12 soldiers killed in Congo operation' (24 mars 2009)

Nyakairu, Frank. 'Kony Links Up With Chadian Rebel Leader' *The Monitor* (19 mars 2008)

Nyakairu, Frank 'Are resurgent Ugandan rebels backed by Khartoum?' *Alert Net* (10 septembre 2009)

Paterno, Steve. 'Ugandan LRA finds safe haven in troubled Darfur' *Sudan Tribune* (17 mars 2010)

Schomerus Mareike & Kennedy Tumutegyereize *After Operation Lightning Thunder*, Conciliation Resources (avril 2009)

Articles parus dans le *Sudan Tribune* : 'The Mayom Declaration' (11 avril 2011) ; 'Ugandan LRA finds safe haven in troubled Darfur' (17 mars 2010) ; 'Khartoum's Army Bomb South, Targeting Darfur Rebels' (13 novembre 2010) ; 'Juba officials accuse, Sudanese army deny fresh bombing in the South', (7 décembre 2010) ; 'South Sudan says northern army bombed W. Bahr Al-Ghazal' (23 mars 2010).

UN OCHA, LRA Regional Update: DRC, CAR and South Sudan: April–May 2011, (22 juin 2011)

Conseil de sécurité des Nations Unies, *Lettre datée du 23 novembre 2009, adressée au président du Conseil de sécurité par le président du Comité du Conseil de sécurité, établi au titre de la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo. Section 93 : Synthèse des statistiques émanant de l'analyse des détails des appels téléphoniques par satellite de la LRA. Sudan Tribune* articles: 'The Mayom Declaration' (11 April 2011); 'Ugandan LRA finds safe haven in troubled Darfur' (17 March 2010); 'Khartoum's Army Bomb South, Targeting Darfur Rebels' (13 November 2010); 'Juba officials accuse, Sudanese army deny fresh bombing in the South', (7 December 2010); 'South Sudan says northern army bombed W. Bahr Al-Ghazal' (23 March 2010).

UN OCHA, LRA Regional Update: DRC, CAR and South Sudan: April–May 2011, (22 June 2011)

Glossaire

BINUCA	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République Centrafricaine
RCA	République centrafricaine
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple (République démocratique du Congo)
CPA	Accord complet de paix (*Comprehensive Peace Agreement*)
CPJP	Convention des patriotes pour la justice et la paix (République centrafricaine)
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DDRRR	Démobilisation, désarmement, rapatriement, réinstallation et réintégration
DRC	République démocratique du Congo
FACA	Forces armées centrafricaines
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FPA	Accord de paix final (*Final Peace Agreement*)
FRI	Force régionale d'intervention
GoSS	Gouvernement du Sud-Soudan
CPI	Cour pénale internationale
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
CCRO	Centre conjoint de renseignements et d'opérations, RDC
LRA	Armée de résistance du Seigneur (*Lord's Resistance Army)*
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo
MP	Membre du parlement (député)
NCP	Congrès national (*National Congress Party*), Soudan
ONG	Organisation non gouvernementale
NRM	Mouvement national de résistance (*National Resistance Movement*)
PRDP	Plan de développement et rétablissement de la paix (*Peace Recovery and Development Plan*)
SAF	Forces armées soudanaises *(Sudan Armed Forces)*
SPLA	Armée de libération du peuple soudanais *(Sudan People's Liberation Army)*
SPLM	Mouvement de libération du peuple soudanais *(Sudan People's Liberation Movement)*
UNAMID	Opération hybride Union africaine/Nations Unies au Darfour *(African Union/United Nations Hybrid operation in Darfur)*
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSS	Mission des Nations Unies au Sud-Soudan
UNSC	Conseil de sécurité des Nations Unies *(United Nations Security Council)*
UPDF	Force de défense du peuple ougandais *(Uganda People's Defence Force)*
WNBF	West Nile Bank Front (nord de l'Ouganda)

À propos de ce projet

Cette étude fait partie du projet *People's Peacemaking Perspectives*. Ce projet est une initiative conjointe mise en œuvre par *Conciliation Resources* et *Saferworld* et financée au titre de l'Instrument de stabilité institué par l'Union européenne. *People's Peacemaking Perspectives* propose aux institutions de l'Union européenne des analyses et des recommandations basées sur les opinions et les expériences de populations locales dans une variété de pays et de régions fragiles et en proie à des conflits violents. Pour un complément d'information sur ce projet, rendez-vous sur www.c-r.org/PPP

Conciliation Resources est une organisation indépendante qui travaille avec les populations aux prises avec des conflits pour prévenir la violence et construire la paix. Nous restons présents aussi longtemps qu'il le faut pour fournir conseils, soutien et ressources concrètes. De plus, nous nous chargeons de transmettre ce que nous apprenons aux décideurs gouvernementaux et autres entités œuvrant à mettre fin aux conflits, afin d'améliorer les politiques et pratiques de pacification aux quatre coins du monde.

Une partie du travail de *Conciliation Resources* consiste à soutenir les efforts des acteurs de la société civile locale dans les zones du nord de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo, du Sud-Soudan et de la République centrafricaine touchées par l'Armée de résistance du Seigneur. Nous travaillons sur ce conflit depuis 1997.

Conciliation Resources
173 Upper Street
London N1 1RG UK

Tel +44 (0)20 7359 7728 Fax +44 (0)20 7359 4081
Email cr@c-r.org Website www.c-r.org

Organisation caritative immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles (1055436)

CONCILIATION RESOURCES
working together for peace